

Toutes les télévisions francophones perdent de l'argent



MICHELLE OUIMET

La télévision au Québec est en crise. Télé-Métropole et Télévision Quatre Saisons (TQS) ont subi des pertes financières importantes cette année et les deux sociétés d'État, Radio-Canada et Radio-Québec, souffrent de sous-financement chronique.

La multiplication des canaux et la fragmentation de l'auditoire ont, en quelques années, bouleversé le paysage télévisuel. Le monopole des ondes, exercé pendant 25 ans par Télé-Métropole et Radio-Canada, est terminé. La concurrence féroce que se livrent les réseaux a provoqué une stagnation du marché de la publicité. Résultat: toutes les télévisions perdent de l'argent.

Les quatre réseaux français reconnaissent que la télévision traverse effectivement une crise depuis deux ans mais personne ne s'entend sur le nom du coupable. Pour le président de Télé-Métropole, Serge Gouin, l'arrivée d'un quatrième concurrent en 1986, TQS, et l'agressivité de Radio-Canada sur le marché de la publicité sont les deux grands responsables des problèmes actuels.

Pour le président du groupe CFCF, propriétaire de TQS, Adrien Pouliot, la venue de Quatre Saisons n'a pas déséquilibré le marché. «Ceux qui affirment le contraire ne savent pas de quoi ils parlent. Nous avons provoqué une réaction de panique chez nos concurrents et c'est cette réaction qui est en partie responsable de la chute des tarifs publicitaires.»

De son côté, Radio-Canada se défend bien d'avoir perturbé le marché de la publicité en offrant des prix trop bas aux annonceurs. Selon l'ancien vice-président de la télévision française, Franklin Delaney, «Radio-Canada n'est pas obligée de se prosterner pour les prix car elle peut compter sur du financement public.»

Guy Gougcon, celui qui occupe depuis deux mois le poste de M. Delaney, s'appuie sur l'étude effectuée par le Bureau de la télévision du Canada (TVB) pour contredire ses détracteurs. Les conclusions de cette étude démontrent en effet que Radio-Canada aurait payé sa publicité à Montréal 4 p. cent plus cher que les autres télévisions.

Selon Françoise Bertrand, pdg de Radio-Québec, il y a trop de joueurs sur le marché et la situation économique est fragile. La crise n'est pas seulement financière, soutient-elle, elle réside également dans la définition des mandats des télévisions. «Comment peut-on réussir à se distinguer dans un marché aussi encombré?»

Le nerf de la guerre

Les revenus des télévisions privées proviennent essentiellement de la vente de leur temps d'antenne. Si les prix stagnent, l'impact est immédiat. Par contre, Radio-Canada et Radio-Québec peuvent compenser le manque à gagner à même les crédits parlementaires.

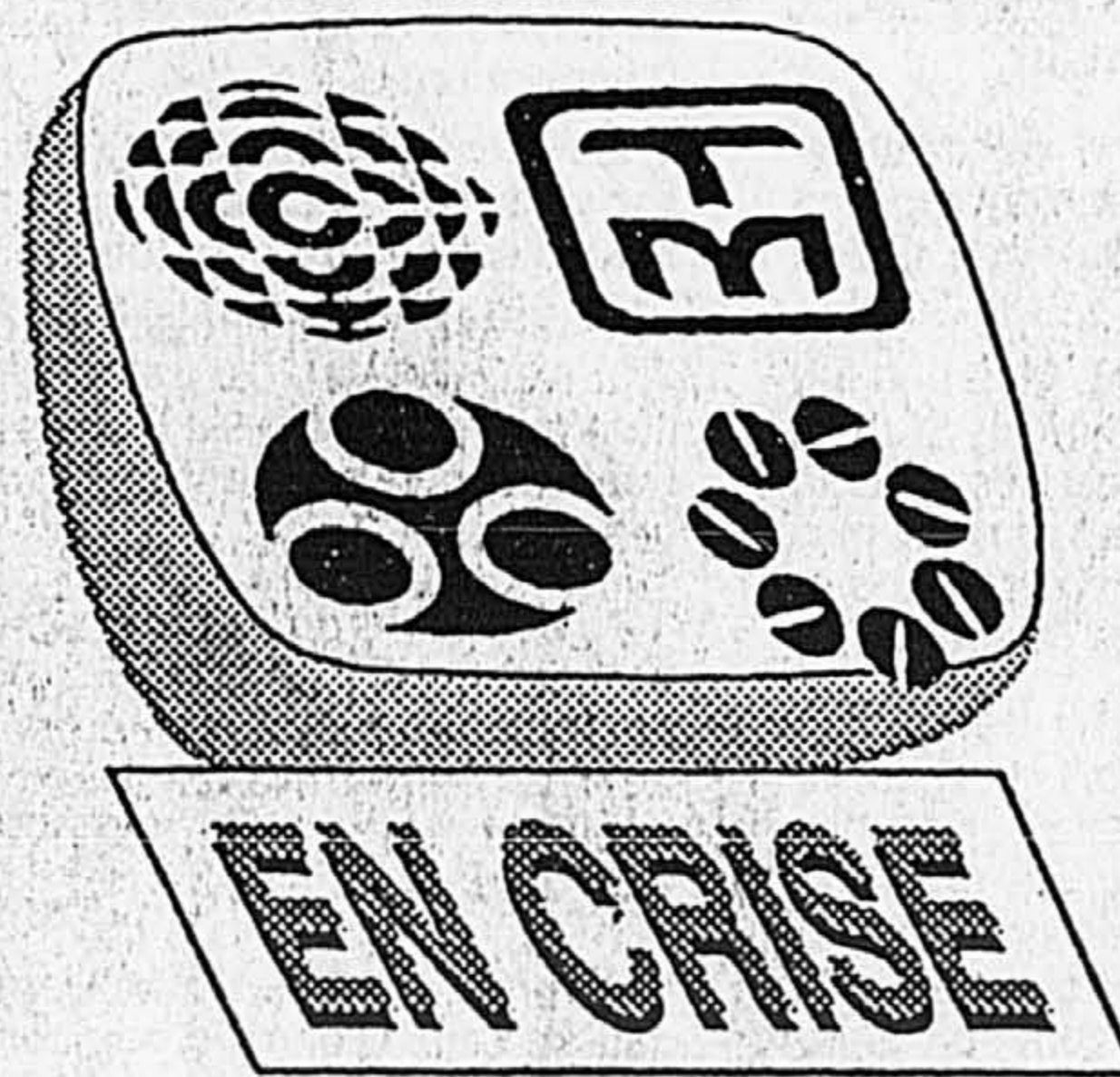
L'industrie publicitaire est en perte de vitesse à Montréal et l'année 1990 pourrait être pire. «Les investissements ont ralenti à Montréal», explique le vice-président de la région Québec du TVB, Richard Genin. La publicité à Montréal se vend 31 p. cent moins cher qu'à Toronto.

Pourquoi? «Il y a trop de joueurs sur le marché montréalais», répond M. Genin.

Depuis 1985, Radio-Québec est sur le marché de la publicité. Actuellement, environ 10 p. cent de ses revenus proviennent de la vente de son temps d'antenne. Radio-Canada a également augmenté sensiblement sa part de revenus autonomes. En 1984-1985, 29 p. cent de son financement provenait de la publicité contre 41 p. cent aujourd'hui. Son objectif, pour l'année 1990-1991, est d'atteindre 45 p. cent.

Les cinq canaux spécialisés, Musique Plus, Réseau des Sports, Canal famille, Météo média et TV5 grugent aussi un marché de plus en plus étroit. Mais, selon l'analyste financier de la firme Lévesque-

LA TÉLÉ



Des pertes pour TM et TQS Sous-financement pour Radio-Canada et Radio-Québec

L'exemple américain fait craindre le pire. En 1980, les trois grands réseaux, ABC, NBC et CBS, monopolisaient les ondes en accaparant 90 p. cent de l'auditoire. Aujourd'hui, avec la multiplication des canaux, ils n'attirent plus que 61 p. cent des téléspectateurs. Dans la seule ville texane de Dallas, par exemple, il existe 108 canaux.

Est-ce une erreur d'avoir accordé une licence à TQS en 1986, créant ainsi un quatrième réseau francophone au Québec? «Non, répond l'ex-président du CRTC André Bureau, responsable de cette décision. À l'époque, la vente de temps d'antenne de Radio-Canada était limitée comparativement à aujourd'hui. Nous ne pouvions pas prévoir que Radio-Canada adopterait un comportement aussi agressif. C'est elle qui est responsable de la crise.»

«Le gouvernement doit mettre les gens de Radio-Canada au pas et leur appeler leur mandat, poursuit André Bureau. Leur programmation est de plus en plus commerciale car ils espèrent ainsi aller chercher des revenus publicitaires plus importants. C'est un cercle vicieux.»

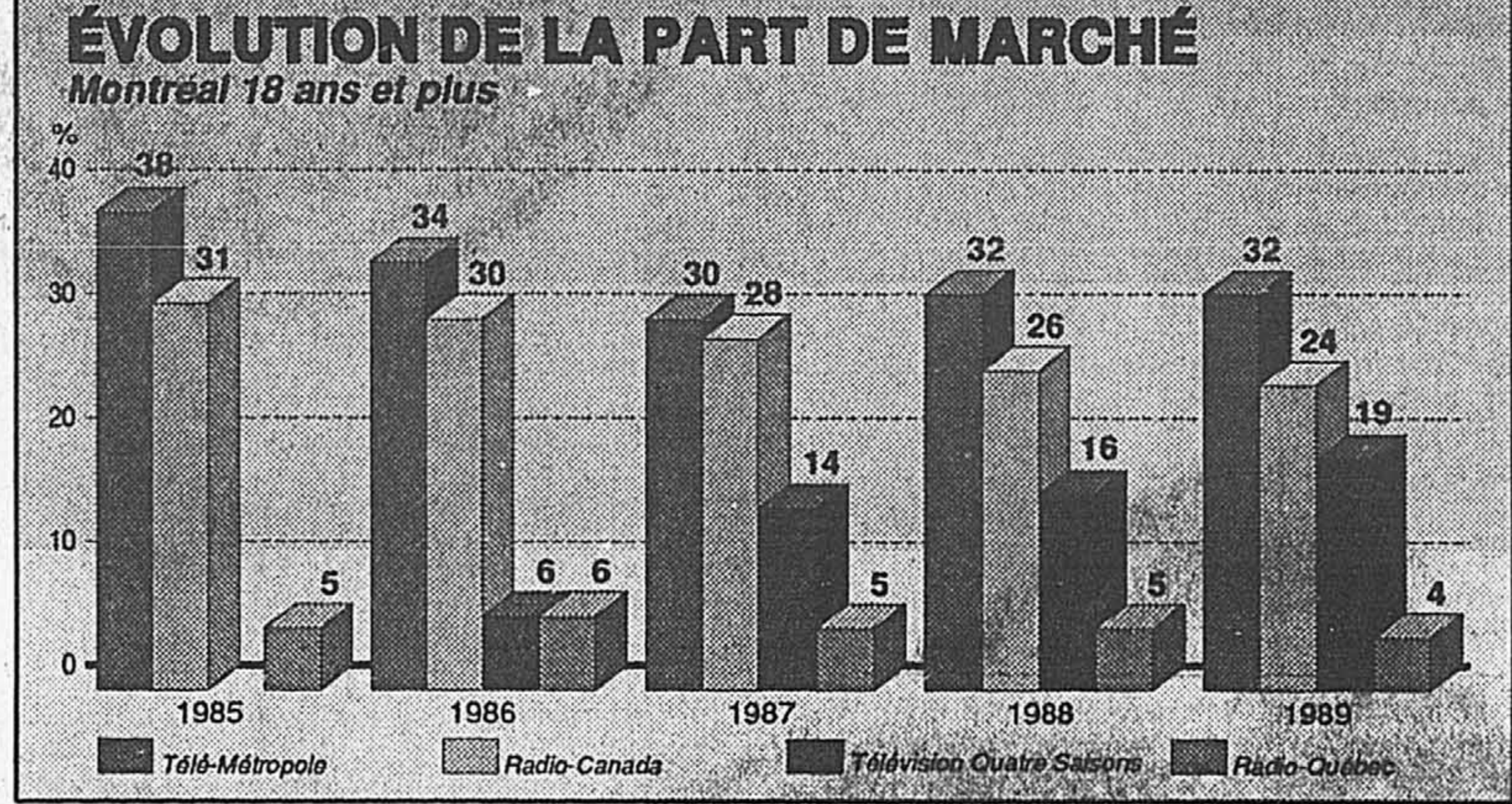
L'ex-ministre des Communications à Ottawa, Francis Fox, fervent partisan de la création d'un quatrième réseau francophone au Québec, reproche à Radio-Canada de ne pas respecter son mandat et d'offrir une télévision commerciale qui ne se différencie en rien des télévisions privées. «Le système est totalement chargé et la programmation de Radio-Canada devrait être complémentaire de celle offerte par les télévisions privées. Radio-Canada se comporte comme si elle était encore en situation de monopole.»

Le cannibalisme

Les temps sont durs et l'industrie de la télévision est sans pitié. En période de crise, les joueurs se livrent à du cannibalisme. Par exemple, Télé-Métropole a débouché une bonne partie de l'équipe du service des ventes de Radio-Canada en 1988.

Les vedettes changent de station provoquant une surenchère sur les cachets et les télédiffuseurs marquent les émissions à succès des concurrents. Il y a eu la saga de Lance et compte qui a opposé Radio-Canada à Télé-Métropole et l'âpre bataille pour l'obtention des droits de diffusion des Jeux olympiques de Barcelone en 1992.

Surprise sur prise, l'émission vedette de TQS, est un autre exemple. Elle a suscité la convoitise à Télé-Métropole. Après quelques tractations, le producteur Marcel Béliveau a décidé de rester à TQS, ce qui a contribué à augmenter le prix de l'émission. Au début, en 1986, TQS payait 25 000\$ par émission. Aujourd'hui il leur en coûte 175 000\$, selon Marcel Béliveau. Même inflation pour les reprises: de 5000\$, elles ont passé à 90 000\$.



Source: BBM automne 1985-1989

Infographie La Presse

Temps d'antenne à rabais

MICHELLE OUIMET

Le temps d'antenne à Montréal se vend à rabais. Tous les télédiffuseurs s'en plaignent et voient fondre avec inquiétude leurs revenus tandis que les dépenses augmentent à un rythme trop rapide. Résultat: les quatre réseaux de télévision au Québec perdent de l'argent.

La publicité se vend moins cher à Montréal qu'à Toronto. Selon une étude effectuée en avril 1990 par le Bureau de la télévision du Canada (TVB), l'écart entre les deux villes est de 30 p. cent.

«Il y a trop d'offre sur le marché montréalais, explique le vice-président des ventes pour la région du Québec du TVB, Richard Genin. La valeur du marché de la publicité pour la télévision à Montréal a augmenté de 8 p. cent en un an, passant de 229 millions\$ en 1987-1988 à 248 millions\$ l'année suivante. À Toronto par contre, la hausse a été de 15,5 p. cent, effectuant un bond de 280 millions\$ à 323 millions\$ pour la même période, soit une progression deux fois plus rapide.»

«L'inventaire commercial des télédiffuseurs montréalais est très élevé, poursuit M. Genin. Les Montréalais écoutent 40 p. cent plus de télévision canadienne que les Torontois, attirés par la programmation américaine. Donc les annonceurs, qui font affaire à Montréal, ont plus d'occasions de rejoindre le public. Il y a plus d'offre que de demande et, dans un tel contexte, les prix chutent. Il ne faut pas oublier que le marché de Montréal est inférieur à celui de Toronto de 25 p. cent.» «De plus, la compétition entre les télédiffuseurs est effrénée, ce qui provoque une pression supplémentaire à la baisse sur les prix. Depuis deux ans, la situation s'est détériorée. L'arrivée d'un quatrième joueur, Télévision Quatre Saisons (TQS), et le comportement plus agressif de Radio-Canada sur le marché de la publicité ont empiré la crise.»

«Nous vivons dans une situation d'oligopole, explique de son côté un analyste financier de la firme Lévesque Beaubien, André Ducharme. Le marché est dominé par trois ou quatre grandes entreprises. Lorsqu'elles se livrent à une guerre des prix, et c'est ce

qui s'est produit cette année, les résultats sont désastreux.»

«Le dynamisme du marché a changé, affirme le président de la firme de placement-média Stratégem, Jacques Dorion. Télé-Métropole (TM) n'a pratiquement connu aucune concurrence pendant 25 ans. Aujourd'hui, Radio-Canada, TQS, TM, les canaux spécialisés et Radio-Québec se partagent le même marché. D'ailleurs les prix ont à peine augmenté depuis trois ans.»

«Les télédiffuseurs ne veulent plus signer d'ententes globales, poursuit Jacques Dorion. Chaque achat d'antenne est négocié à la pièce. Les temps sont durs pour tout le monde. Par exemple, nous expliquons à nos clients qu'ils peuvent conclure de bonnes affaires avec la télé ce qui fait mal à la radio.»

Pour le président de la firme BPC stratégie créativité Inc, Pierre Arthur, pendant des années la demande de temps d'antenne a été largement supérieure à l'offre. «Nous vivions une situation de duopole où seuls deux grands régnaient, Télé-Métropole et Radio-Canada, avec comme conséquence, une tarification élevée. Aujourd'hui, Télé-Métropole doit faire face à plusieurs concurrents et ce sont maintenant les lois de l'offre et de la demande qui conditionnent le marché.»

Par contre, le marché anglophone montréalais se porte bien. «Il n'y a que deux diffuseurs, explique André Ducharme, le réseau anglais de Radio-Canada (CBC) et CFCF. Mais CFCF a subi cette année les contrecoups du ralentissement économique et ses bénéfices avant impôts ont diminué.» «Si demain matin, une troisième station de télévision anglophone s'installait à Montréal, les prix baisseraient car il y aurait trop d'offre», croit Jacques Dorion.

«Le marché de Toronto s'essouffle également, affirme André Ducharme. Il commence à ressentir les effets de la multiplication des canaux spécialisés et de l'agressivité de la CBC sur le marché de la publicité. Toronto s'en va vers une saturation du marché.»

André Ducharme suggère aux investisseurs de vendre leurs actions CFCF et TM. Le prix de ces actions a chuté. Le plus haut niveau atteint par les titres de TM cette année a été 23,50\$ par action. Aujourd'hui elles se transigent

autour de 14,50\$. Même dégringolade pour CFCF dont le prix est passé de 18,25\$ à 11\$.

Vidéotron, propriétaire de TM, a aussi réalisé une piètre performance cette année. Ses actions sont passées de 20,25\$ à 13,63\$.

«Et je ne vois pas de redressement à court terme», conclut André Ducharme.

TQS: «Pas à vendre»

MICHELLE OUIMET

«TQS n'est pas à vendre. Point final à la ligne. Est-ce qu'il faut que je vous le dise en chinois?» Adrien Pouliot, le président de CFCF, propriétaire de Télévision Quatre Saisons, est visiblement exaspéré. Son réseau n'est pas à vendre en dépit des nombreuses rumeurs qui circulent.

Le bilan financier de TQS n'est guère reluisant. De 1986 à 1989, CFCF a investi 95 millions\$ dans Quatre Saisons. Au cours du premier semestre de l'année 1989-1990, TQS a subi une perte avant impôts de 16,15 millions\$ comparativement à 9,95 millions\$ pour la même période l'année précédente.

Selon l'analyste financier de la firme Lévesque Beaubien, André Ducharme, le deuxième semestre sera pire que le premier. TQS pourrait subir des pertes avant impôts d'au moins 32 millions\$. «Ces pertes pourraient atteindre entre 35 et 40 millions\$», avance André Ducharme. Adrien Pouliot refuse de commenter ces chiffres.

Les Pouliot — le père, Jean, et le fils, Adrien, qui dirigent le groupe CFCF — croyaient que TQS serait rentable dès la troisième année d'exploitation. Aujourd'hui, ils corrigent le tir. Selon Jean Pouliot, il faudra patienter encore trois ans avant de songer à retirer un sou de profit et les pertes risquent alors de grimper autour de 100 à 120 millions\$.

«TQS est un «winner» et ça ne me dérange pas d'attendre trois, quatre ou cinq ans, affirme Jean Pouliot. TQS est une bénédiction pour les Montréalais.»

Mais si TQS était à vendre, est-ce que ça ne ressemblerait pas à une vente de garage? «C'est complètement ridicule, rétorque Adrien Pouliot. Regardez notre progression. Après seulement quatre ans, nous avons réussi à accaparer 19 p. cent de la part de l'auditoire. C'est phénoménal. Notre part de marché a triplé en trois ans.»

Qui pourrait acheter le réseau Quatre Saisons ou encore Télé-Métropole? Power Corporation. «Nous sommes intéressés si le prix est raisonnable et que le CRTC accepte la transaction», confirme le président de Power Diffusion Inc, André Desmarais. Même TQS? «Tout m'intéresse.» Adrien Pouliot défend TQS avec acharnement. Avocat de formation, petit, nerveux, jeune, — il n'a que 33 ans — il avoue d'emblée ne pas faire confiance aux journalistes. Il tient d'ailleurs mordicus à enregistrer l'entrevue. Oui, confirme-t-il, l'industrie de la télévision est en crise. Non, ce n'est pas la faute de Quatre Saisons. «Il existe une guerre des prix entre les réseaux de télévision. Nous donnons pratiquement notre temps d'antenne aux annonceurs. La publicité à Montréal se vend en moyenne entre 30 à 50 p. cent moins cher que la moyenne canadienne.»

«Pourquoi le téléspectateur montréalais vaut-il deux fois moins cher qu'un torontois? demande-t-il. Il n'y a aucune raison qui peut justifier un tel écart.»

Pourquoi le temps d'antenne se vend-il à si bas prix? «Il faut le demander aux leaders de l'industrie c'est-à-dire à Radio-Canada et Télé-Métropole», répond-il.

Il en veut à Radio-Canada. «Radio-Canada s'est éloignée de son mandat. Ils n'ont pas assez d'argent. Ils doivent donc élargir leur assiette publicitaire. Mais pour attirer les annonceurs, ça prend de bonnes cotes d'écoute et pour les obtenir, ils diffusent des émissions populaires ce qui les amène à se battre sur le même terrain que les télévisions privées. C'est un cercle vicieux.»

«Pourquoi un payeur de taxes subventionnerait-il Radio-Canada pour regarder le hockey alors qu'il pourrait le voir gratuitement à TM? Le problème, c'est l'homogénéisation du contenu de la télévision au Québec. Radio-Canada devrait se limiter à diffuser des programmes que le privé ne peut faire. Comment justifier leur existence s'ils font la même chose que le privé?»

Autres informations en page B 3

PRIX DU TEMPS D'ANTENNE TÉLÉ: 30 SECONDES*		
ÉMISSION	SAISON	PRIX
RADIO-CANADA		
Signe de feu	Automne 89 - Hiver 90	11000\$
Dames de coeur	Automne 86	8000\$
	Automne 87 - Hiver 88	9000\$
	Automne 88 - Hiver 89	9500\$
Lance et compte I	Automne 86	8000\$
Lance et compte II	Hiver - Printemps 88	11000\$
Lance et compte III	Hiver - Printemps 89	14000\$
Soirée du hockey	Automne 88 - Hiver 89	5250\$
	Automne 89 - Hiver 90	5250\$
	Automne 90 - Hiver 91	5975\$
L'héritage	Automne 88 - Hiver 89	8000\$
	Automne 89 - Hiver 90	10700\$
Filles de Caleb	Automne 90	16000\$
Cormoran	Automne 90 - Hiver 91	12500\$
TÉLÉ-MÉTROPOLÉ		
Entre chien et loup	Automne 88 - Hiver 89	8900\$
	Automne 89 - Hiver 90	11000\$
	Automne 90 - Hiver 91	14800\$
L'or du temps	1985 - 1986	6000\$
	1986 - 1987	4500\$
	(arrivée de TQS)	6600\$
	1987 - 1988	7200\$
	Automne 88 - Hiver 89	8900\$
	Automne 89 - Hiver 90	8900\$
	Automne 90 - Hiver 91	11900\$
Chop Suey	Automne 87 - Hiver 88	6600\$
	Automne 88 - Hiver 89	7200\$
	Automne 89 - Hiver 90	9200\$
	Automne 90 - Hiver 91	11300\$
TÉLÉVISION QUATRE SAISONS		
Camera	Automne 87 - Hiver 88	2000\$
	Automne 88 - Hiver 89	6050\$
	Automne 89	5500\$
	Hiver 90	5000\$
	Automne 90 - Hiver 91	5000\$
Surprise sur prise	Automne 88 - Hiver 89	10000\$
	Automne 89 - Hiver 90	10000\$
	Automne 90 - Hiver 91	8000\$

* SELON LES TARIFS EN VIGUEUR

Éditorial

Est-il trop tard pour Jean Chrétien?

Des députés qui démissionnent, un parti gravement endetté, des organisateurs désemparés, des libéraux provinciaux qui ne veulent plus rien savoir du grand frère fédéral, des militants démotivés, des sondages peu encourageants, un programme à toutes fins utiles inexistant.



C'est sur cette toile de fond de délabrement avancé que M. Jean Chrétien entreprend son difficile mandat de chef du Parti libéral fédéral.

Il sera d'autant difficile que M. Chrétien lui-même est loin de faire l'unanimité. Si Jean Chrétien maintient de fortes assises dans la partie centrale du Canada anglais, il n'est plus perçu au Québec comme un porte-parole crédible des intérêts nationaux des Québécois.

Cette brisure entre l'ère Trudeau-Chrétien et le Québec de 1990 n'est pas que passagère. Même s'il fût l'un des plus habiles politiciens de son époque, Jean Chrétien aura beaucoup de difficultés à retrouver une cote d'amour valable auprès des Québécois. La cicatrice est trop profonde. Ses agissements lors du rapatriement de la Constitution canadienne, le souvenir de la nuit des longs couteaux, ses propos incendiaires envers les indépendantistes et les souverainistes lors du référendum, son

ambivalence toute électoraliste face à l'entente du lac Meech ne seront pas oubliés de sitôt par le Québec français.

Un chef de parti canadien peut-il devenir premier ministre du pays s'il n'obtient pas une majorité de sièges au Québec? C'est douteux.

Mais, en politique, il ne faut jurer de rien. L'opinion publique est volatile. À six mois d'un scrutin, le vent peut virer de bord. 1992, c'est encore bien loin.

Il ne faut pas minimiser les capacités politiques de l'ami des Trudeau, Wells et Carstairs. Jean Chrétien est un vieux renard. Il en a vu d'autres. S'il réussissait à reconstruire son parti, ses finances, son membership, son programme, il pourrait faire des ravages.

La stratégie de départ est évidente: Jean Chrétien tentera de bâtir la crédibilité et la solidité de son parti sur la perte de confiance et la faiblesse du Parti conservateur de Brian Mulroney. Il présentera le Parti libéral fédéral comme l'alternative au gouvernement actuel dont la cote de popularité demeure au plus bas de l'échelle.

Le premier ministre Mulroney, qui était déjà peu populaire dans le Canada anglais, a encore perdu des plumes avec l'échec du lac Meech.

Pourra-t-il remonter la pente? L'antipathie politique entre les deux hommes est tellement grande que Brian Mulroney pourrait bien demeurer en politique s'il avait la moindre assurance qu'il peut battre Jean Chrétien.

Le gouvernement conservateur devra vivre des périodes de turbulence avec l'instauration de la fameuse TPS (taxe sur les produits et services), même s'il s'agit d'une taxe plus équitable. Il y a aussi la situation économique et financière du pays à l'heure de la récession sans le mot. Il y a toujours cette épée de Damoclès sur l'intégrité du gouvernement qui pèse lourd sur la tête de M. Mulroney. Il y a également les législations impopulaires à venir au cours des deux prochaines années.

La bataille de coqs est enclenchée entre deux Québécois, deux politiciens populistes, deux hommes de grande expérience dont l'une a agi longtemps à l'arrière-scène et l'autre longtemps à l'avant-scène de la politique, deux bagarreurs qui sont prêts à tout pour gagner, deux ennemis politiques mais qui ont les mêmes contacts auprès des bailleurs de fonds importants au Canada, deux grands orateurs qui ont des visées totalement opposées sur la place du Québec dans le Canada.

L'épisode Meech n'a pas mis fin aux ébats et aux débats politiques sur la scène tant québécoise que canadienne. Le p'tit gars de Baie Comeau et le p'tit gars de Shawinigan nous promettent du sport.

Claude MASSON

Le village de la musique

De tous les événements culturels qui ponctuent l'été montréalais, le Festival international de Jazz est certainement celui dont les effets sont les plus riches.

D'abord, parce qu'il se déroule dans la rue, parce qu'il suscite la participation, le Festival réussit à transformer le visage de Montréal, à faire vivre la ville différemment pendant une semaine, à modifier la perception qu'en ont les Montréalais eux-mêmes et les étrangers. Le regroupement des activités autour de la Place des Arts cette année y a contribué, en faisant de ce coin du centre-ville un village de la musique.

Ce réel succès est d'autant plus étonnant, qu'à priori, le jazz n'est pas une musique populaire. D'ailleurs, les puristes trouveront sans doute que le festival donne trop de place à des genres musicaux qui n'ont rien à voir avec le «vrai jazz», rythmes latins, africains, blues. Et que trop souvent, les événements marquant les plus populaires, la salsa cette année ou le Sud-Africain Johnny Claig il y a deux ans, ont peu à voir avec le jazz. Mais en fait, cette programmation constitue un tour de force en offrant au grand public une musique qu'il aimera sans compromettre la vocation du festival.

L'impact de ce grand événement est bien sûr très positif sur le plan économique, puisque le festival attire, en plus des Montréalais, un grand nombre de touristes. On peut alors parler, sans exagérer de réelles retombées.

Mais sur le plan social, parce que la musique est une forme d'art universelle, le festival réussit mieux que tout autre événement à rapprocher des Québécois qui se côtoient rarement: francophones, anglophones, membres des communautés culturelles qui apprennent à déambuler ensemble, à applaudir ensemble, à danser ensemble. C'est un pas de plus vers un objectif essentiel pour le Québec.

Et c'est pourquoi, quand un événement, bien organisé, a de tels effets positifs, que le demi-million que les gouvernements versent en subventions au festival, soit dix p. cent du budget, on peut parler de fonds publics bien dépensés.

Alain DUBUC

La boîte aux lettres

Logique et politique, selon Bit

ALAIN BONNIER
d'informatique BIT inc.

La surveillance des Expos me laisse quelques loisirs que je consacre à suivre le développement extraordinaire de la situation politique au Québec de ce temps-ci. C'est ainsi, en feuilletant *La Presse*, que je suis tombé la semaine dernière sur le texte de M. Léon Dion intitulé «La longue marche du Québec». Il est rare qu'une question politique soulevée un problème de logique tant les deux mondes sont différents. Mais quand cette occasion se présente, j'en fais mon délice. Dans son texte, M. Dion propose une question qu'il aimerait voir soumise lors d'un prochain référendum. Cette question se prête particulièrement bien au petit exercice qui consiste à trouver les incohérences logiques d'une proposition. J'en ai trouvé deux jusqu'ici. Pouvez-vous en trouver d'autres?

Voici la question de M. Dion: «Optez-vous pour: a) le statu quo? b) l'élaboration d'une nouvel-

N.B.

La Presse accorde priorité sous cette rubrique aux lettres qui font suite à des articles publiés dans ses pages et se réservent le droit de les abréger. L'auteur doit être clair et concis, signer son texte, donner son nom complet, son adresse et son numéro de téléphone. Adresser toute correspondance comme suit: La boîte aux lettres, La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9.

la constitution canadienne et, en cas d'échec de la négociation avec le Canada anglais dans le délai d'un an, pour que le Québec devienne un pays souverain?

c) la souveraineté immédiate du Québec?»
M. Dion enchaîne en disant que «Dans les deux premiers cas une pluralité des voix suffirait. (...) une majorité absolue s'imposerait toutefois dans le troisième pour que la volonté des Québécois d'opter pour la souveraineté immédiate soit signifiée de façon indiscutable.»

Après avoir dénoncé les «procédés indignes et risibles» qui ont conduit à l'échec de l'Accord du lac Meech, M. Dion ne semble pas réaliser que sa proposition conduit tout droit vers la confusion.

Voyons ça concrètement. Premier problème: la question proposée comporte trois volets. Sans doute dans l'intention louable d'éviter une polarisation du débat ou pour permettre au citoyen de nuancer sa pensée. Mais un référendum n'est pas un sondage d'opinion. C'est un moyen par lequel une société prend une décision. De plus, l'électeur ne peut répondre que par un X à la question posée. Ce qui limite singulièrement la possibilité de faire des nuances. On ne peut formuler une question référendaire sans tenir compte de ces contraintes inhérentes au processus. Et si on veut introduire une question à volets multiples, il faut s'assurer que les conditions logiques soient respectées faute de quoi la réponse pourrait n'avoir aucun sens décisionnel et le référendum ne serait plus qu'une entreprise inutile.

Première condition à respecter: les différents volets doivent correspondre à des options qui s'excluent mutuellement. Deuxième condition: la pluralité des voix doit décider dans tous les cas. Conditions difficiles à satisfaire parfois mais indispensables pour éviter les paradoxes qui risquent de survenir autrement.

Or la question proposée par M. Dion ne respecte ni l'une ni l'autre de ces conditions. En particulier, le deuxième volet de la question recouvre en partie le troisième puisqu'il débouche sur l'option souverainiste. On peut facilement deviner qu'il attirera principalement les «souverainistes patients», ceux qui seraient tentés de laisser une dernière «dernière chance» au fédéralisme. Dans ce cas, le vote souverainiste sera réparti sur deux volets alors que le vote fédéraliste se concentrera sur le premier. La répartition des votes serait tout à fait différente si le deuxième volet débouchait plutôt sur une forme de fédéralisme. Par exemple en disant qu'en cas d'échec des négociations, le Québec s'engagerait à respecter le verdict et maintiendrait ses liens dans la confédération. Les fédéralistes se répartiraient alors sur deux volets et les souverainistes se regrouperaient sur un seul. Dans les deux cas le procédé serait tout aussi injuste en favorisant une option plutôt qu'une autre. Ça illustre un peu les problèmes qu'entraîne une question à volets multiples. On évite tout ça facilement en optant plutôt pour une question binaire, c'est-à-dire une question à laquelle on répond par un «oui» ou par un «non». Par un seul bit d'information. La seule façon à mon

avis d'obtenir une réponse claire et non équivoque lors d'un référendum. Si c'est ce qu'on recherche évidemment...

M. Dion en est probablement conscient puisqu'il sent le besoin de nous indiquer comment le vote devrait être interprété. Deuxième illogisme: il suggère que la troisième option nécessite une majorité des voix pour être adoptée alors que les deux autres ne nécessiteraient qu'une pluralité. Il oublie une possibilité importante: celle où le troisième volet recueillerait une pluralité des voix sans avoir la majorité. Par exemple, si la réponse se répartissait dans une proportion de 28, 30 et 42 p. cent respectivement. On aurait l'air fin. Aucune majorité pour la souveraineté. Aucune pluralité pour le statu quo. Aucune non plus pour la «souveraineté à retardement». Qu'est-ce qu'on fait à ce moment-là? On consulte Clyde Wells?

Et si le résultat était 34, 33, 33? Ce ne serait pas mieux non plus. Une pluralité pour le statu quo, soit, mais est-ce bien ce que la majorité voulait? En divisant les voix de ceux qui optent pour le changement, on se retrouve avec la situation incongrue où 34 p. cent des citoyens peuvent s'opposer à la volonté de changement de 66 p. cent. Drôle de démocratie.

De la part de quelqu'un qui sera sans doute appelé à conseiller le gouvernement sur cette question, le profane comme moi se serait attendu à une proposition plus rigoureuse. Même si logique et politique vont rarement de pair, il y a des cas où la deuxième peut difficilement se passer de la première.

À propos de Dylan

Alain Brunet

Je voudrais vous faire part de mes commentaires et de mon indignation relativement à votre article sur Bob Dylan (*La Presse*, 30 mai 1990, p. C5).

Il y a longtemps que je lis vos articles et que je constate, ici et là, des erreurs dites «historiques» sur la vie ou les œuvres des artistes de la musique pop. Si j'ai gardé le silence jusqu'à ce jour c'est parce que je me disais que mes commentaires ne seraient jamais publiés. Mais cette fois-ci je trouve que vous poussez trop loin et que l'on doit faire en sorte de rectifier vos propos erronés.

Vous faussez complètement l'opinion publique en écrivant que Bob Dylan est le fondateur du folk-rock. M. Brunet, le folk-rock a été inventé par le groupe The Byrds avec, justement, une interprétation de la chanson de Dylan: Mr. Tambourine Man, en août de 1965. C'est seulement après avoir entendu ce titre par les Byrds que Dylan opta pour la guitare électrique et le son folk-rock.

Venons-en maintenant au concert lui-même. Contrairement à votre opinion, la prestation de Dylan a été impeccable et il a prouvé encore une fois qu'en plus d'être l'un des plus grands poètes vivants et toujours d'actualité, qu'il est également un très grand musicien. Il n'y a pas eu ce que vous appelez «faillies majeures», sauf avec le micro pour le son de sa voix — l'ingénieur du son devait être ailleurs — et quant à «fausser totalement avec son harmonica», le public voyait bien que Dylan avait de sérieux problèmes avec son

porte-harmonica et était apte à lui pardonner.

Aussi, et quoi que vous en pensiez, l'auditoire fut réceptif et conquis dès le début du concert. Vous reprochez injustement à Dylan de n'avoir joué que deux titres de son dernier long-jeu alors que, quelle aberration de votre part, vous passez outrageusement sous silence les deux chansons inédites qu'il a interprétées avec brio, passion et vigueur. Heureusement que les fans, eux, n'étaient pas dupes: C'était là une primeur et, à cet effet, Dylan a reçu une ovation monstre et méritée. Dylan ne nous gâte pas souvent ainsi et vous n'avez malheureusement pas su l'apprécier à sa juste valeur. Dommage pour vous.

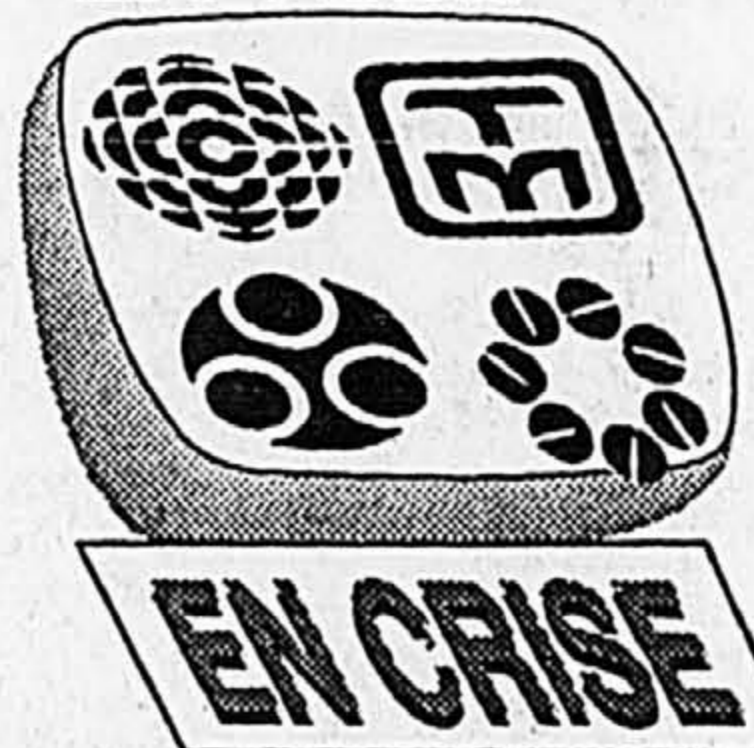
Pierre LACROIX

À savoir si je «fausse complètement l'opinion publique» en mentionnant que Bob Dylan était un fondateur du folk-rock, je vous suggère de relire attentivement vos dictionnaires du rock. Dans ceux des magazines *Rolling Stone* et de *Rock & Folk*, on y affirme noir sur blanc que la musique folk-rock a été inaugurée par Dylan en 1965 avec le microsillon *Bringing It All Back Home* paru en mars, à peu près au même moment où les Byrds ont lancé le tube *Mister Tambourine Man* (certains disent en mars, d'autres en août), une composition de Dylan. La rencontre des Byrds et de Dylan (qui aurait eu lieu en janvier 65) aurait donc engendré le folk-rock. Dylan ou The Byrds? Les deux? Quelle importance... Malheureusement, monsieur Lacroix, une autre source m'apprend que le folk-rock aurait été créé par Pierre Létourneau, à St-Tite, en novembre 1964. Nous sommes tous deux joyeusement confondus.

Alain BRUNET

Plus

LA TÉLÉ



Télé-Métropole s'en prend à Radio-Canada



MICHELLE QUIMET

En 1985, Télé-Métropole était considérée comme l'une des entreprises les plus saines financièrement au Canada, doublant son chiffre d'affaires à tous les cinq ans et affichant un bénéfice net de 15 millions\$. Aujourd'hui, TM perd de l'argent.

L'année 1989-1990 sera certainement marquée au fer rouge dans l'histoire de l'entreprise. Pour les six premiers mois de l'année, les pertes nettes avant impôts ont été de 9,3 millions\$. Après impôts, TM a perdu 4,2 millions\$. Et les six derniers mois de l'année risquent d'être encore plus difficiles. Les rumeurs font état d'une perte nette de 12 à 14 millions\$, ce que le président Serge Gouin trouve nettement exagéré. Il préfère parler de 10 millions\$.

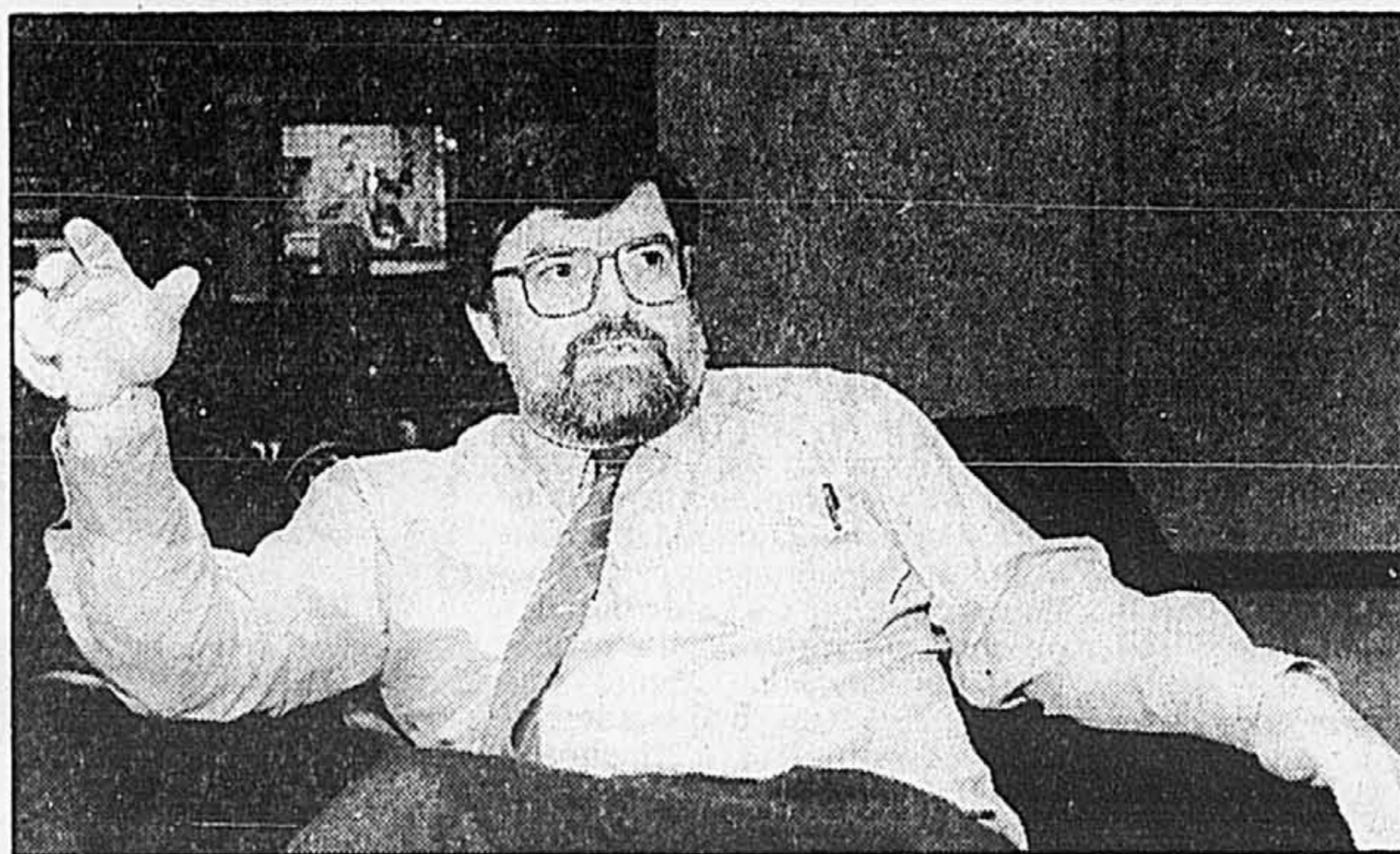
Que s'est-il passé? Faut-il invoquer la mauvaise gestion de l'entreprise ou imputer ces pertes à la crise que traverse actuellement l'industrie de la télévision? Vidéotron, qui a acheté TM à prix fort en 1986, offrant 30 millions\$ de plus que son concurrent Power Corporation, acceptera-t-il longtemps ces pertes?

Pour Serge Gouin, la mauvaise passe que traverse actuellement son entreprise est essentiellement attribuable à l'encombrement du marché. «Il y a trop de joueurs, explique-t-il. Depuis 1985, Radio-Québec a été autorisée à se financer sur le marché de la publicité. TQS a fait son entrée un an plus tard et Radio-Canada a considérablement élargi son assiette publicitaire. De plus, l'arrivée des cinq canaux spécialisés n'a fait qu'engorger une industrie où, déjà, il y avait trop d'intervenants.»

«En ce qui a trait aux tarifs publicitaires, l'écart entre Montréal et Toronto est de 30 p. cent et, si on compare le marché francophone seulement, cet écart passe à 50 p. cent. Les annonceurs paient donc la moitié moins cher à Montréal et dépensent 25 p. cent de plus à Toronto.»

Serge Gouin reproche aussi amèrement à Radio-Canada sa concurrence déloyale. «Nous sommes une des rares industries qui doive se battre contre le secteur public à armes inégales. Ça n'a aucun sens que le gouvernement impose, via le CRT, des contraintes importantes aux télédiffuseurs privés et qu'en même temps il nous concurrence avec une télévision publique.»

Pour Serge Gouin, le gouvernement fédéral est en conflit d'intérêts. Pire, la télévision d'État marche dans les plates-



M. Serge Gouin, président de Télé-Métropole

bandes des réseaux privés en diffusant sensiblement la même programmation.

La gestion de TM

En septembre 1989, Télé-Métropole décidait de diffuser la nuit. Mauvaise décision, affirment plusieurs. Les cotes d'écoute sont très basses. Déjà, le marché de la publicité soutient à peine la programmation de jour, alors la nuit... TM a d'ailleurs mis fin à cette expérience sept mois plus tard. Serge Gouin soutient pourtant qu'il existe un auditoire important la nuit et que TM a la ferme intention de recommencer l'expérience lorsque la crise sera résorbée.

TM a également acheté, en 1987, des parts de la chaîne privée française Télé-Cinq. Trois ans plus tard, après avoir injecté 6,5 millions\$, elle se retire et revend ses parts. Avec un profit, précise Serge Gouin. Est-ce que TM a surévalué les retombées qu'une telle participation pouvait lui apporter sur le marché européen?

«Je suis convaincu, répond-il, que la Cinq sera rentable à long terme mais la percée sur le marché français est plus longue que prévu.» Télé-Métropole a également fait l'acquisition de Pathonic en 1988. A-t-elle payé trop cher, 67 millions\$, en voulant faire de la surenchère afin de damer le pion à son rival Cogeco? «L'achat de Pathonic a été stratégiquement très important pour nous. On a rationalisé notre diffusion au Québec en allant chercher les stations régionales.»

Et la télévision interactive? Un échec, affirment les gens de l'industrie. La télévision de l'avenir, réplique le président de Vidéotron, Claude Chagnon. «Les pionniers se reconnaissent aux flèches

qu'ils ont dans le dos», tient-il à préciser. Pourtant, les ventes ne lèvent pas. Pour avoir accès à la télévision interactive, les usagers doivent acheter ou louer un terminal Videoway. En septembre 1989, Vidéotron prévoyait que 50 000 terminaux seraient vendus en un an. Actuellement, seulement 20 000 terminaux sont installés dans les foyers québécois.

En 1988, TM frappe un grand coup en allant chercher Pierre Nadeau, l'animateur-vedette de Radio-Canada. Mais la direction décide de l'installer dans un créneau horaire difficile, soit le dimanche soir. Gaspillage? Serge Gouin ne répond pas vraiment. «Pierre Nadeau nous a apporté de la crédibilité. Nous voulons faire de l'information quelque chose de sérieux.»

TM investit en effet dans l'information. Sa salle des nouvelles a été entièrement refaite et loge maintenant au dixième étage avec vue directe sur Radio-Canada. «On épie nos concurrents», blague Serge Gouin. TM a fait appel à un concepteur américain. La salle est équipée d'ordinateurs sophistiqués qui contrastent avec les vieilles machines à écrire manuelles de Radio-Canada.

À combien s'élève la facture? «Les syndicats disent 3 millions\$ mais c'est exagéré», répond Serge Gouin.

Et lorsque les mauvaises langues affirment que Serge Gouin n'est qu'un câblodistributeur qui pense comme un câblodistributeur et qu'il ne possède pas les qualités nécessaires pour gérer une boîte comme Télé-Métropole? «Les cotes d'écoute ont sensiblement augmenté depuis que je dirige TM, répond-il, nullement offusqué. Les faits parlent.»

Radio-Canada: «Des pleurnichards»



M. Gérard Veilleux, pdg de Radio-Canada

Le PDG de Radio-Canada, Gérard Veilleux, n'est nullement impressionné par les accusations des télédiffuseurs privés qui se plaignent à tour de rôle de la concurrence déloyale de la société d'État. «C'est du pleurnichage», tranche-t-il.

«Lorsque Serge Gouin, le président de Télé-Métropole, a accusé publiquement Radio-Canada de se livrer à une guerre des prix sur le marché de la publicité, explique-t-il, je lui ai envoyé une lettre avec copie conforme à Adrien Pouliot de TQS et André Chagnon de Vidéotron. Je leur ai dit qu'ils n'avaient qu'à porter plainte auprès du Tribunal de la concurrence. Serge Gouin s'en est bien gardé.»

Par contre, Gérard Veilleux admet que le financement de Radio-Canada sur le marché de la publicité a augmenté sensiblement au cours des dernières années. En 1984-1985, 29 p. cent des revenus de Radio-Canada provenaient de ses recettes publicitaires. Aujourd'hui, cette proportion a grimpé à 41 p. cent et l'objectif pour l'année 1990-1991 est de 45 p. cent. Les télédiffuseurs privés n'ont-ils pas raison de se plaindre?

«C'est trop, reconnaît Gérard Veilleux, mais dans les circonstances actuelles nous n'avons pas le choix. Les crédits du gouvernement diminuent et notre mandat reste le même. Nous devons combler la différence.»

Pour le vice-président de la télévision française, Guy Gougeon, «les réseaux privés ont beau jeu de tout mettre sur le dos de Radio-Canada.»

«Le marché de Montréal est de loin le moins cher au pays. Le temps d'antenne se vend à rabais mais nous n'en sommes pas responsables. Notre part du marché a augmenté mais Radio-Québec

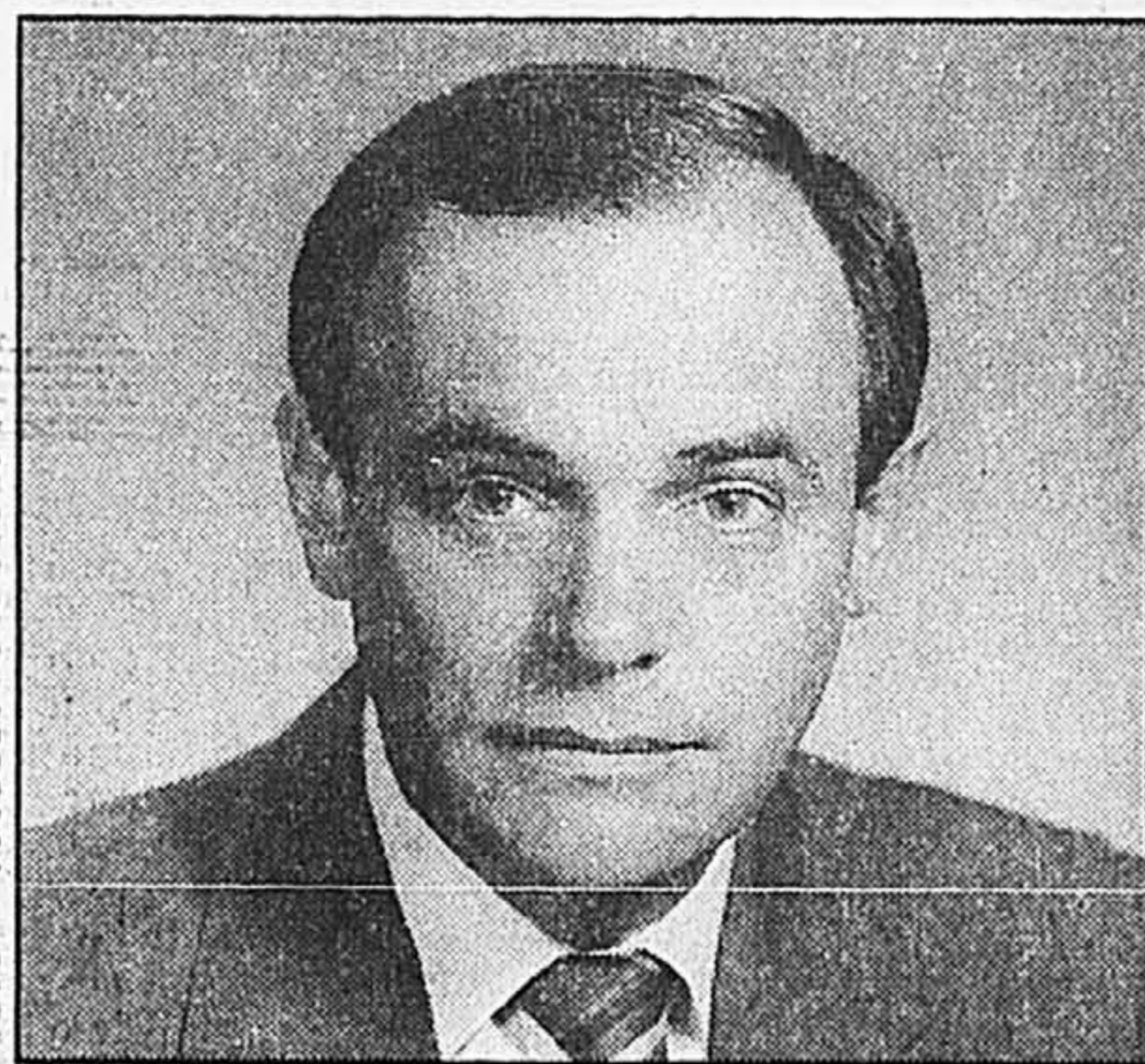
a fait la même chose. Il y a eu aussi l'arrivée de Quatre Saisons et des canaux spécialisés. L'assiette des revenus publicitaires est restée sensiblement la même mais le nombre de télédiffuseurs a augmenté. Il y a donc plus de monde pour se diviser la même tarte, alors on mange moins.»

Et la programmation? Radio-Canada concurrence-t-elle le secteur privé en offrant une télévision de plus en plus commerciale? «Nous sommes une entreprise payée majoritairement par les Canadiens et nous devons refléter la réalité du pays, répond Gérard Veilleux. Notre programmation doit être diversifiée et nous ne pouvons pas diffuser du Pavarotti six heures par soir.»

Et Dallas? «Notre programmation est à 80 p. cent canadienne en période de grande écoute. Nous diffusons environ 4 à 5 heures d'émissions étrangères par semaine, ce qui est très peu. Dallas ne nous coûte pas cher et c'est payant.»

«Il y a dix ans, Télé-Métropole ne se plaignait pas, ajoute Guy Gougeon, et pourtant nous n'avons pas changé notre programmation. Dans les années 1970, nous présentions des quiz et du sport. Tout à coup, on nous accuse d'être mercantile et commercial. C'est trop facile de nous montrer ainsi du doigt. Radio-Canada a toujours voulu présenter une programmation variée. Nous ne sommes pas un PBS canadien.»

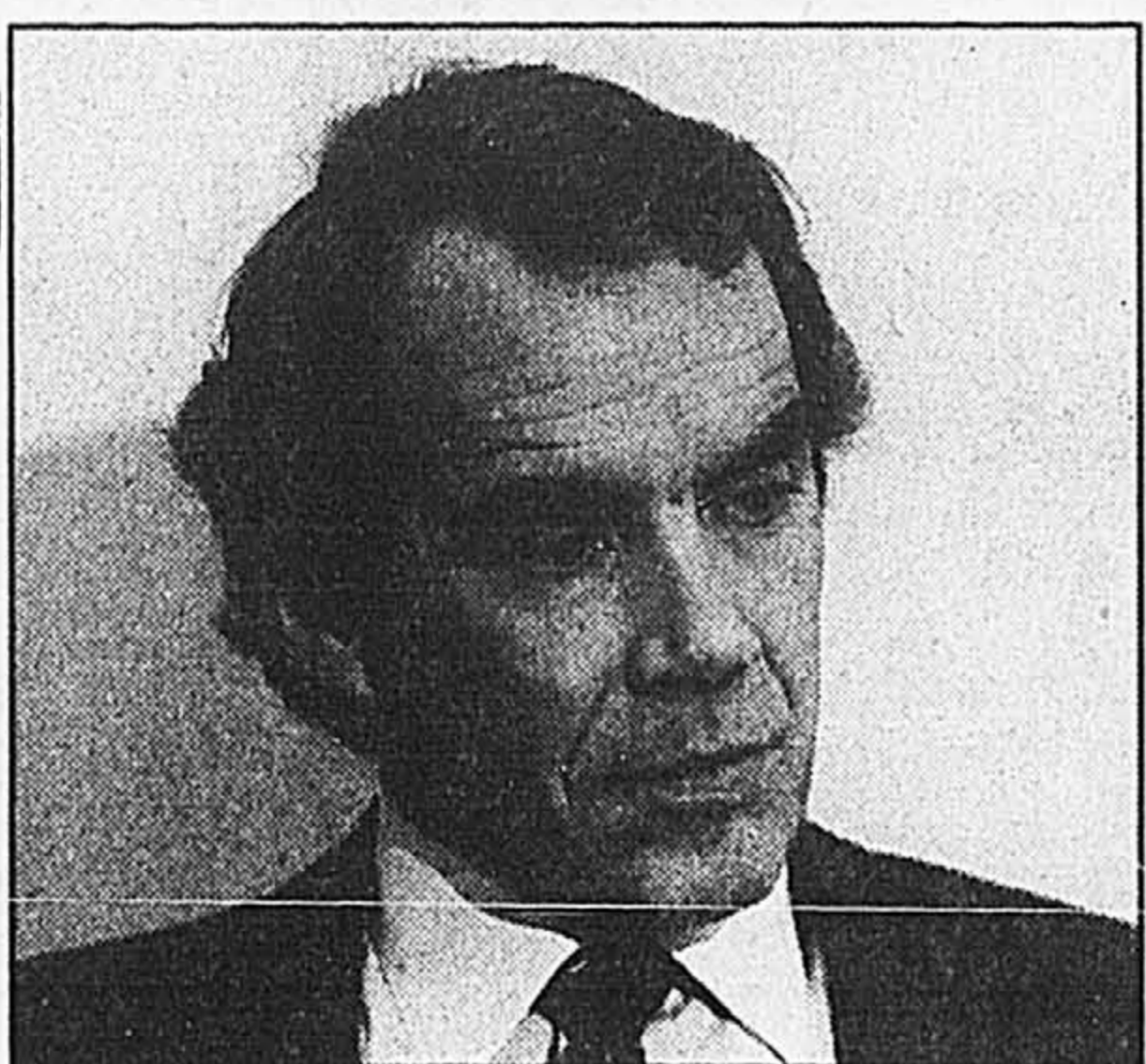
Radio-Canada n'est pas responsable de la crise qui sévit, précise Gérard Veilleux. «Prenez Serge Gouin par exemple. Ses dépenses augmentent beaucoup plus rapidement que ses revenus et son déficit s'alourdit. Si je gérais Radio-Canada de la même façon, je serais trainé devant un comité parlementaire.»



M. Robert Keaton



M. Andrew Hutchison



M. Peter Blaikie



M. Alex Harper

Les anglophones du Québec recherchent un compromis



MARIE-JOSÉE GAGNON

Alors qu'un consensus semble se dégager chez les Québécois de langue française, les anglophones, eux, sont toujours à la recherche d'un compromis entre leurs idéaux fédéralistes et leur attachement de plus en plus profond au Québec.

«Bien que les anglophones de notre province soient toujours fédéralistes, l'idée de la souveraineté est d'avantage acceptée qu'il y a 10 ans. En fait, je ne crois pas qu'ils désertent advenant l'indépendance», a déclaré à La Presse Robert Keaton, président d'Alliance Québec.

En effet, leurs propos ont bien changé depuis le référendum. Andrew Hutchison, doyen de l'Église anglicane de Montréal, incarne bien cette vision: «Je ne veux pas choisir entre mes deux patries, mais si je dois absolument le faire, j'opterai pour le Québec.»

Leurs principaux arguments

contre l'orientation souverainiste demeurent économiques. Les études de Merrill Lynch et de la Banque de Montréal ne les ont pas impressionnés. «De toute façon, les progrès économiques que le Québec a faits depuis 10 ans ont été réalisés à l'intérieur de la structure fédérative canadienne et, en grande partie, grâce à elle», dit l'avocat Peter Blaikie.

Pour Alex Harper, vice-président du Bureau de commerce de Montréal (Montreal Board of Trade), le facteur économique est à étudier sérieusement: «Si on fait l'indépendance, je considérerais, en tant qu'homme d'affaires, qu'on n'a pas fait nos devoirs économiques.»

De plus, selon plusieurs, l'indépendance du Québec serait néfaste pour la survie de la culture française. «Qu'est-ce qu'un gouvernement d'un Québec indépendant pourrait faire de plus pour protéger la culture française? demande Peter Blaikie. Le Québec a déjà les pleurs épanchés en ces matières. De plus, les relations avec les États-Unis ne cessent de croître et cela constitue un véritable danger. Je n'ai qu'à me rappeler l'assimilation presque instantanée des francophones immigrés aux États-Unis au début du siècle pour me convaincre du risque.»



M. Robert Libman

Ces interlocuteurs doutent fort que l'indépendance totale du Québec se produise. Selon eux, le Québec est en voie de devenir de plus en plus souverain, mais tout en conservant des liens importants avec le Canada.

«Sur les plans collectifs et émo-

tionnels, les Québécois sont d'accord avec la souveraineté. Mais lorsqu'il sera temps de prendre la décision, leurs intérêts individuels prendront le dessus et la réponse sera tout autre», soutient Peter Blaikie.

Une case sur l'échiquier politique

Le problème de la représentativité politique des anglophones revient surface actuellement. Selon les principaux intervenants anglophones, le Parti libéral serait devenu trop «souverainiste» et le Parti égalité serait déjà désuet et pas assez crédible. Quant au Parti québécois...

Mais à qui ira la confiance des anglophones dans ce débat?

Selon le chef du Parti égalité, Robert Libman, la population anglophone attend de connaître la position constitutionnelle du Parti libéral, suite à son congrès de mars prochain, avant de définir leur place dans le débat.

Pendant ce temps, Libman, conscient du vide politique, entend recréer le consensus fédéraliste sous la bannière de son parti en regroupant les forces fédéralistes francophones. Car, selon lui, «ce n'est pas à la Commission parlementaire élargie de cet au-



Mme Vera Danyluk

tomme que l'on va étudier les formes de fédéralisme. On y étudiera uniquement les différentes formules de souveraineté.»

Peter Blaikie, pour sa part, croit que le Parti égalité aura à changer s'il veut représenter «le camp du non». Mais, selon lui, les anglophones vont continuer

de s'exprimer dans les structures politiques québécoises; ils ne formeront pas un bloc.

Cette hypothèse semble tout à fait plausible. Plusieurs anglophones interrogés par La Presse ont apprécié le travail des politiciens québécois, même celui de Jacques Parizeau.

«Le chef du Parti québécois a vraiment fait preuve de leadership depuis quelques semaines», a confié Vera Danyluk, maire de la ville de Mont-Royal, qui acceptera la décision du gouvernement du Québec, quelle qu'elle soit, en autant que les moyens soient démocratiques.

Alliance Québec a aussi l'intention de participer à la Commission parlementaire de cet automne. Son président, Robert Keaton, se dit heureux que les vacances soient arrivées: «L'été va nous permettre de réfléchir et de calmer les émotions provoquées par la fête de la Saint-Jean Baptiste et par l'échec de l'Accord du Lac Meech.»

Cet échec semble avoir ébranlé davantage les anglophones que les francophones. Bien qu'ils préféreraient passer à autre chose, le véritable défi des anglophones demeure toujours le même: trouver le moyen de réintégrer le Québec dans la famille canadienne.

Les coûts forment plein de nuages dans le ciel de la pratique médicale des années à venir



LILIANNE LACROIX

«L'atmosphère des hôpitaux est déjà déprimante, mais chacun sait que ce sera pire dans deux ans et pire encore dans dix: l'argent investi dans la santé va diminuer! Oui, je suis très pessimiste pour l'avenir de la médecine...»

Chirurgien plastique, Jacques Papillon terminait une difficile journée. «L'argent manque dans le système, mais la société ne prendra pas de décision par trop déchirante: on continuera à s'occuper de tout le monde, mais de moins en moins bien. Et avant que ça change, il va falloir que ça décroisse davantage.»

Directeur du département de

cardiologie à Notre-Dame, Martin Morrissette tient des propos analogues: «Est-ce que l'universalité, telle qu'on la connaît, se poursuivra? Elle est d'une générosité qu'on ne peut pas se permettre. Le coût des médicaments risque à lui seul d'étouffer le système. Savez-vous qu'un transplanté, outre l'opération et les soins, coûte 100\$ de médicaments par semaine...à vie?»

Renversements

Selon André Magnan, de chez William Mercer, firme d'actuaire-conseils, certaines tendances observées dans les dernières années pourraient se renverser: «Certaines compagnies commencent à offrir des récompenses aux employés qui acceptent de différer l'accès à la retraite. Afin de garder plus de gens au travail, ces mesures incitatives vont probablement se multiplier. Considérons maintenant le Régime des rentes du Québec. Comme tout le

monde a payé pour ce régime, l'enlever à certains constituerait un suicide politique. Mais on pourrait fort bien reporter l'âge d'admission à 67 ans plutôt que 65.»

Pour réduire les frais de santé qui augmentent avec l'âge de la population, il est fort probable qu'on diminue la qualité des services tout en incitant les individus à se procurer des assurances supplémentaires ou en refillant une part du fardeau aux employeurs. «Un gouvernement qui tenterait de réduire la protection ne pourra se faire élire; alors on coupera dans la qualité», déclare M. Magnan.

On envisage de plus en plus la disparition des hôpitaux traditionnels, réservés à une mince tranche de la population qui sera plutôt dirigée vers des centres de service. Le nombre des appareils d'auto-examen augmentera en même temps que la population

prendra de plus en plus charge de sa santé.

La génétique

Certains domaines, comme la génétique, présentent d'énormes possibilités.

Technologiquement, on a récemment fait des pas de géant avec l'avènement de la tomodensitométrie (*scanners*) dans la quasi-totalité des hôpitaux de plus de 300 lits. La résonance magnétique, dont il existe actuellement trois appareils au Québec (4,5 millions\$ chacun et un demi-million en coût annuel de fonctionnement) procure des images toujours meilleures du corps humain.

Au chapitre de l'échographie, on s'améliore sans cesse et on s'adonne même expérimentalement à l'échographie intra-vasculaire. On débouche les artères au laser, on fragmente des calculs biliaires ou rénaux à l'aide d'ondes de choc, on traite les malformations des vaisseaux sanguins aux rayons X à très haute énergie. Même l'ordinateur à diagnostic est déjà inventé.

Des recherches dans les télécommunications (chez AT & T) permettent aussi d'entrevoir d'ahurissantes possibilités pour le monde médical. C'est ainsi qu'on a réussi à fabriquer un moteur de la grosseur d'un globule rouge et entièrement fonctionnel. Imaginons qu'on puisse ainsi miniaturiser tous les instruments chirurgicaux, ou en inventer d'autres...

La médecine des causes

Selon le chef du département de physique bio-médicale de l'hôpital Notre-Dame, Raymond Carrier, la technologie permettrait de plus en plus de remplacer notre médecine de pharmacopée par une médecine qui s'en prendrait vraiment aux causes. «J'espère que des équipements de plus en plus sophistiqués permettront un jour des interventions de plus en plus douces et locales.»

Il n'y a qu'un hic à tous ces progrès anticipés: L'ARGENT! Selon les spécialistes interrogés, nous coulons dans l'état actuel des choses. Comment, dès lors, prétendre améliorer un système déjà au-dessus de nos moyens?

La révolution des médecines douces pourrait être appelée à s'accélérer

LILIANNE LACROIX

«Entre 1970 et 1990, la médecine occidentale s'est tellement détériorée que les médecines douces ont fait une apparition irréversible. Les gens ne veulent plus de mécanique hospitalière. Ils veulent qu'on les écoute! Pour la médecine traditionnelle, il est trop tard...»

Evidemment, on pourrait dire que la présidente de l'Alliance des professionnels en pratiques alternatives du Québec, Mme Jacinthe Lévesque, prêche pour sa paroisse. Mais pas tout à fait. Si elle prévoit un accroissement de l'engouement pour l'acupuncture, la masso-thérapie, l'ostéopathie, etc., si elle entrevoit même l'émergence de disciplines encore nouvelles comme la thalasso-thérapie, elle n'exclut pas les possibilités de bouleversement.

«Voyant leur produit en fin de cycle, les médecins traditionnels ont entrepris de récupérer le marché: le public recourt sans cesse davantage aux médecines douces, jugées plus humaines, plus naturelles, plus proches des gens. Et, sous le couvert de l'assurance-maladie, au moins 10 p. cent des praticiens s'adonnent aux médecines douces sans avoir nécessairement reçu la formation nécessaire.»

Mme Lévesque ajoute que cette évolution l'inquiète: «Les médecins ont commencé par contester la validité des techniques douces. Ensuite, voyant les médecines douces gagner en popularité, ils se sont attaqués aux thérapeutes. Maintenant, ils entreprennent de reprendre sournoisement à leur compte ces médecines douces qu'ils ont tant dénigrées. Les thérapeutes survivront-ils à cette offensive de gens en qui le public voit encore souvent des gourous de la santé?»



La pratique de l'acupuncture: un défi à la médecine traditionnelle.



Un scanner comme celui-ci se révèle d'une grande utilité à des fins de diagnostic, mais ce genre d'appareil coûte une fortune. Jusqu'à quel point les institutions hospitalières disposeront-elles, dans les années à venir, des fonds nécessaires pour maintenir la qualité des soins?

PHOTO MICHEL GRAVEL, La Presse

MONTREAL

2010

Vos gènes comment...

La génétique à la conscience des problèmes jamais vécue d

LILIANNE LACROIX

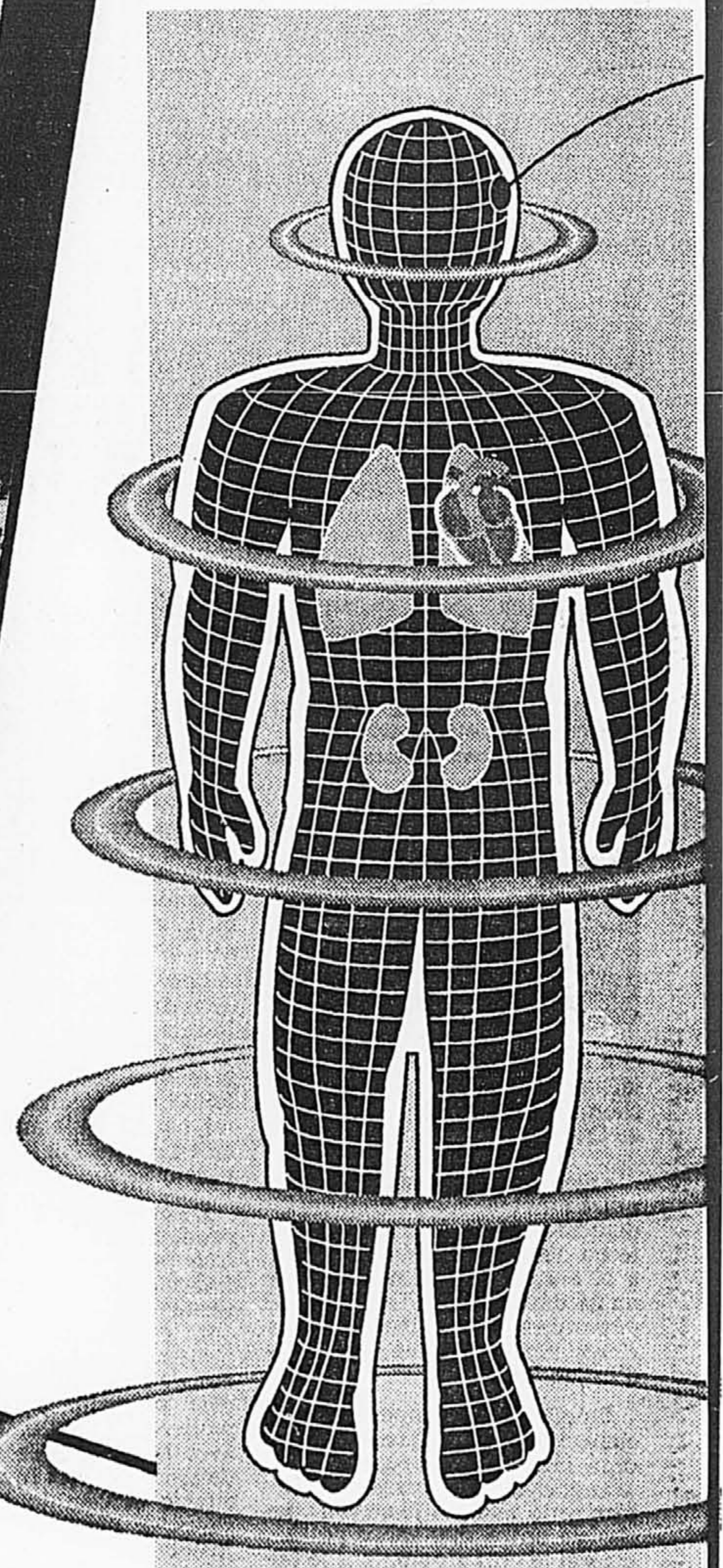
«Le nombre des personnes âgées augmente. Le système de santé est en difficulté financière. Le glissement vers l'euthanasie active semblera peut-être de plus en plus tentant...»

C'est l'un des dangers qui préoccupent le plus le bio-éthicien David Roy quand il songe à l'avenir.

«Imaginez un fils qui essaie de persuader son père âgé et malade, mais récalcitrant, d'abrèger une vie inutile... Imaginez pire encore: que ce fils, ou la société, prenne cette décision malgré le principal intéressé.»

Dans le même ordre, les découvertes dans le domaine de la génétique posent inévitablement la question éthique de l'eugénisme:

«Nous pourrions assister à une multiplication des avortements sélectifs, des avortements décidés non parce que les parents ne veulent pas d'enfants, mais parce qu'ils ne veulent pas de cet enfant-là, jugé trop imparfait parce que porteur du gène de la fibrose kystique ou de la dystrophie musculaire de Duchenne, par exemple. On pourrait tendre à anéantir l'incidence des malformations congénitales. Et la pente est dangereuse. Où s'arrêterait-on dans les jugements d'exclusion pour inaptitude à l'existence dans notre communauté?»



Plus

Grandeurs et misères d'une médecine à venir

Un foie sauvé par la génétique

«Vous savez, docteur, ça me fait un peu peur...»
 «Ne vous en faites pas! C'est une petite opération bien simple. Un remplacement de gène qui rétablira le fonctionnement de votre foie. D'ailleurs, considérez-vous chanceux de bénéficier de la médecine du XXI^e siècle. Il y a 20 ans, c'est tout le foie qu'on vous aurait changé! Heureusement, on a évolué depuis...»

Le sida, maladie du passé...

Le 26 mai de l'an 2010. Les banderoles donnent un air de fête à l'auditorium. Cette 26^e conférence internationale sur le sida sera la dernière... Après avoir tué des centaines de milliers de victimes à travers le monde, et fait maudire les chercheurs pendant 20 ans, le sida est enfin vaincu.

Et encore: en comprenant mieux le domaine de l'immunité, on a réussi à pousser dans ses derniers retranchements un autre des monstres du 20^e siècle: le cancer.

Le dossier médical qui vous suit...

Un papier à la main, Zoé entre dans la pièce en traînant les pieds. Elle n'a pas à ouvrir la bouche. Arthur a tout compris...

— Encore un refus!
 — Oui! Les employeurs ne veulent pas d'une femme à risque. J'ai 25 ans. Je me sens en pleine forme. Je surveille mon alimentation et je fais mon monitoring cardiaque quotidien depuis des années. Mais c'est toujours cette sacrée mention de mon dossier génétique qui accroche: *prédisposition aux défaillances cardiaques...* Maudit gouvernement qui a cédé aux employeurs et aux compagnies d'assurances en leur donnant accès aux dossiers médicaux!

...et voici le vaccin qui tue

Interloqués, les deux microbiologistes se regardent. L'un d'eux rompt alors le silence régnant dans le laboratoire: «Impossible! Un problème quasi moyenâgeux qu'on croyait effacé de la surface de la terre!»

Quelques jours plus tard, les médias répandent la terrible nouvelle: non seulement la variole a-t-elle réapparu, elle semble cette fois invincible! L'amincissement de la couche d'ozone, qui protège des rayons ultra-violet du soleil, aurait provoqué une mutation du virus de la vaccine, un organisme qui infecte la vache et qui était jusque-là inoffensif pour l'humain. De fait, le virus lui-même avait longtemps servi de vaccin pour protéger les hommes. Et voici qu'il les tue!

Vous diront vous soigner

ce va poser
ce humaine
d'une ampleur
ns son histoire

Les percées médicales qui approchent à grands pas conduisent à une autre question fondamentale: celle de la confidentialité. Qui a le droit de savoir? Le patient seulement ou encore la femme et les enfants dont le sort est lié au sien? L'employeur? Les compagnies d'assurances?

Ce n'est pas tout. Quand on possèdera la séquence de tous les gènes, quand la micro-chirurgie génétique sera possible, qu'en fera-t-on? Se contentera-t-on de guérir des maladies et d'en prévenir l'expression, ou entreprendra-t-on de «perfectionner» l'être humain?

Dans le domaine des neurosciences, on peut, au stade primaire, manipuler les cellules du cerveau pour corriger un désordre quelconque. Ne prétendra-t-on pas aller plus loin?

Avec l'argent qui commence à manquer, en arrivera-t-on à sélectionner les malades à soigner en fonction de leur âge? Et pourquoi ne pas exiger que certains payent leur traitement parce qu'on les juge responsables de leurs maux, les tumeurs cancéreuses, par exemple?

Dans certains pays, on refuse déjà les transplantations de foie aux alcooliques...», explique le docteur Roy.

Qui sait? De la réflexion à laquelle nous serons contraints, notre société sortira peut-être meilleure.

Visions de rêve ou d'enfer?

LILIANNE LACROIX

Visions de rêve ou d'enfer, ces flashes sur la santé en l'an 2010 nous viennent de sommités du monde médical québécois!

L'ère de la génétique, que la majorité entrevoit, permettra-t-elle enfin à l'humain de contrôler son destin? Un petit changement de gène au cœur même de la cellule, une petite manipulation pour annuler l'expression de tel autre, et vous serez débarrassé de telle ou telle maladie. Ou à tout le moins de leurs conséquences néfastes.



Le Dr Joseph Ayoub: le cancer, maladie de l'environnement

Tous les espoirs sont permis

Vous aurait-t-on, par exemple, découvert une prédisposition au cancer? Dans l'affirmative, mieux vaudra vous abstenir de travailler dans une mine d'amiante ou un complexe de produits chimiques. Et bien sûr, pas question de fumer. De toute façon, pour plus d'assurance, on vous passera au dépistage tous les six mois... Selon Claude Laberge, directeur du département de génétique de l'Université Laval et président du Réseau de médecine génétique du Québec, tous les espoirs sont permis.

«Prenez l'hypercholestérolémie familiale. Un petit p. cent de la population répond à lui seul de deux tiers des crises cardiaques! Si on pouvait identifier préalablement les sujets et modifier l'expression du gène par une diète appropriée, par exemple, on réduirait grandement le nombre des défaillances cardiovasculaires. Et les individus assumeraient plus directement la responsabilité de leur santé», dit le médecin.

Nous sommes, de l'avis de Laberge, à l'aube d'un âge d'or de la santé. «Mourir bien portant, simplement de vieillesse, sera le plus grand changement auquel la population va devoir s'adapter!», précise-t-il.

Médecine personnalisée

Avec la génétique viendra la médecine personnalisée, individuelle. Par exemple, plus question de vacciner tout le monde. On ne vaccinerait que les personnes dont la fiche indiquerait la vulnérabilité à une maladie précise, les autres se voyant dispensés du traitement.

Un des pionniers de la génétique au pays, Charles Scriver, ne croit pas à une telle rapidité d'évolution scientifique: «Il faudra plus d'émulation pour la recherche et la population devra en être mieux informée...»

Quant à la greffe de gène, le docteur Scriver la juge possible, mais pas avant 20 ans et restreinte à certains tissus, la moëlle osseuse par exemple. «Vingt ans, c'est trop tôt pour espérer plus.»

Et les grands problèmes du XX^e siècle, le cancer, le sida?

Pour un spécialiste du sida, Richard Morrisset, le problème sera réglé dans 20 ans, peut-être moins. Mieux encore, croit le médecin, la recherche sur le sida aura contribué à la victoire sur le cancer!

Tous ne sont cependant pas d'accord. Loin de là! Selon Rosemonde Mandeville, de l'Institut Armand-Frappier, le problème du cancer s'aggravera encore: «Au début du XX^e siècle, le cancer frappait une personne sur 20. Aujourd'hui, on en est à une sur quatre et ça continuera à empirer jusqu'à ce que l'humain comprenne qu'il est directement responsable du mal», dit le médecin.

Un mal de l'environnement

Le cancérologue Joseph Ayoub abonde dans le même sens: «Quelque chose mijote du côté des anti-oncogènes, mais pour l'instant, c'est surtout dans une prévention de plus en plus précoce que réside le salut. Le cancer est une maladie de l'environnement, plusieurs maladies en une. La traiter n'est pas facile.»

Même si le nombre de cancéreux devait augmenter, leur maladie sera de moins en moins synonyme de condamnation irrévocable. «Un nombre croissant de gens apprendront à vivre avec leur cancer...»

Cette effervescence autour de l'immunité ouvre tout un champ de possibilités: «Imaginez qu'on solutionne ce problème, et nous pourrions greffer aux grands brûlés de la peau de cadavre sans risque de rejet. Nous pourrions même offrir un bras étranger à un amputé. Nous avons la technologie de greffe, mais le phénomène de rejet entrave les applications. Vingt ans suffiront-ils? Je ne crois pas», explique le chirurgien plastique Jacques Papillon.

Et les vieux, dans tout cela?

En 2006, les 65 ans et plus représenteront 13,69 p. cent de la population comparativement à environ 9 p. cent aujourd'hui. Mais ces vieux-là seront mieux portants et vivront des années de plus. Outre les bobos courants, cette hausse de la population gériatrique peut entraîner des conséquences «psychiatriques».

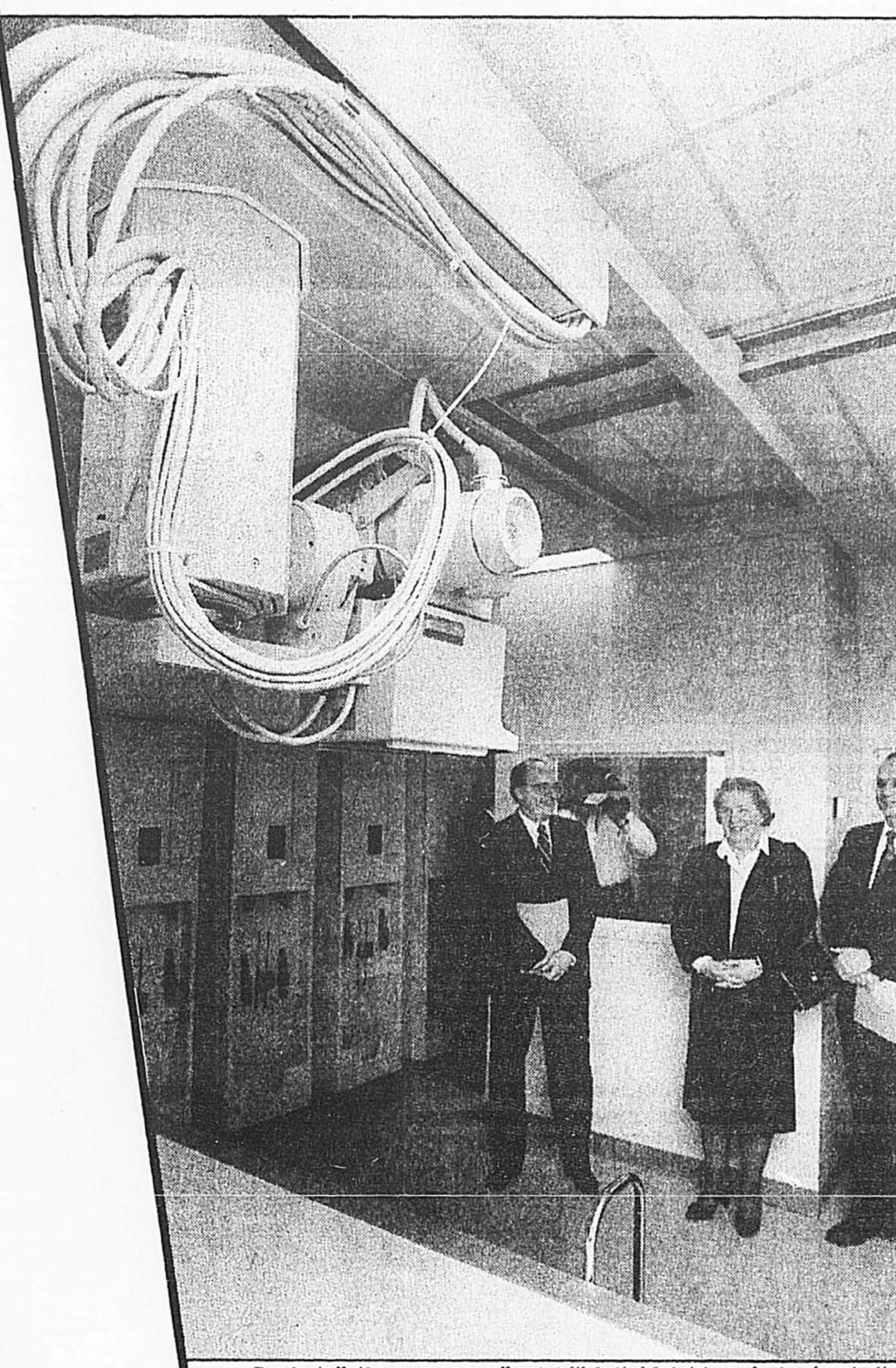
«Nous assisterons sûrement à une augmentation des problèmes associés au vieillissement, les maladies comme l'Alzheimer, notamment. Ajoutez-y la toxicomanie, les expressions du stress (anxiété, angoisse, épuisement...) et les effets de la détérioration de l'environnement (les pluies acides nuiraient-elles à notre cerveau?). Les psychiatres en auront plein les bras.»

Le docteur Yves Lamontagne n'entrevoit toutefois pas que du noir dans l'avenir de la psychiatrie: «Grâce à la technologie et à la génétique, la psychiatrie deviendra plus scientifique», dit-il.



Le dr Yves Lamontagne: une psychiatrie plus scientifique.

Reprenons l'encourageante hypothèse du docteur Morrisset: le sida est maîtrisé. Le cancer aussi. Nageons-nous dans le parfait bonheur? «Pas nécessairement, dit le spécialiste. Avec notre manie de perturber l'environnement, je ne sais pas... Certaines pathologies comme la polio, qu'on croit vaincue, pourraient revenir à la suite d'une mutation. Déjà, dans des cours d'eau des Rocheuses, on a découvert un microbe, le giardiose, qui provoque de graves diarrhées et ne se trouvait qu'en régions tropicales. Avec nos agressions de l'environnement, nous ne sommes plus à l'abri de telles bizarreries...»

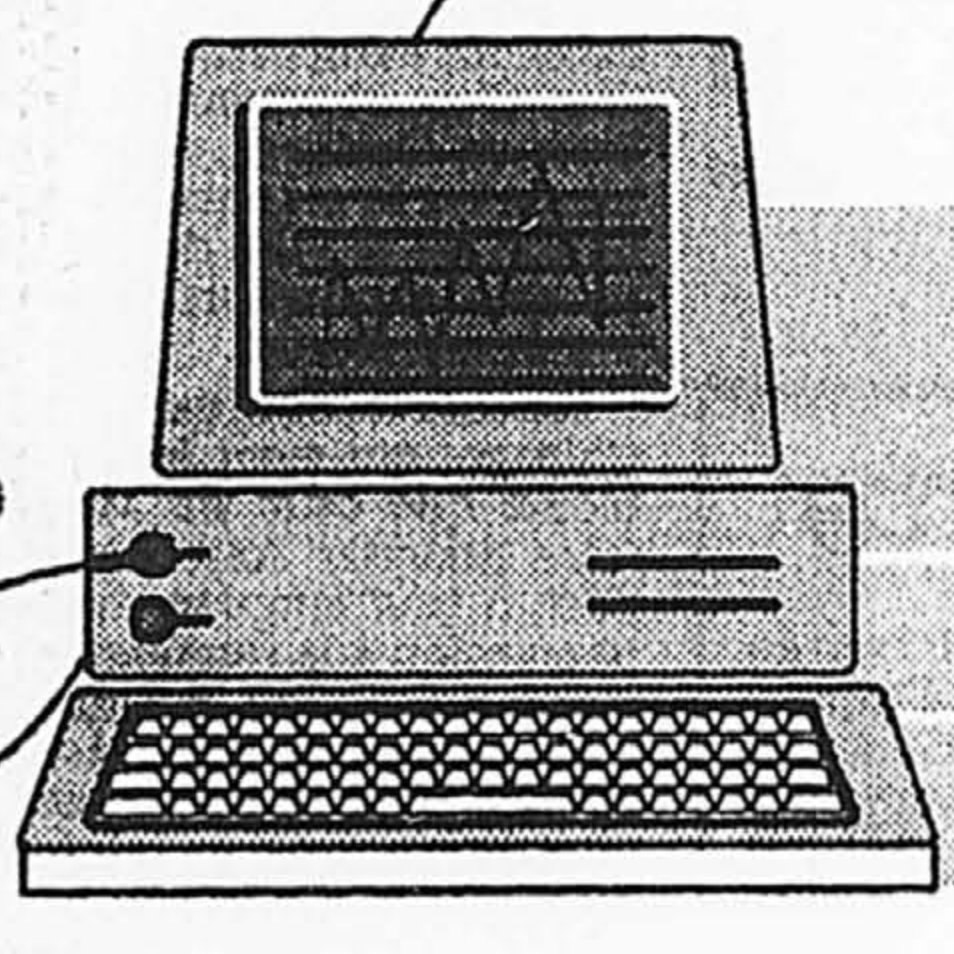


Des installations comme celle-ci, à l'hôpital Saint-Luc, deviendront vite désuètes compte tenu de l'évolution des connaissances, mais les hôpitaux auront-ils les ressources pour se tenir à la page?



À propos du cancer

Le Dr Rosemonde Mandeville: «Au début du XX^e siècle, le cancer frappait une personne sur 20. Aujourd'hui, on en est à une sur quatre et ça continuera à empirer jusqu'à ce que l'humain comprenne qu'il en est directement responsable.» PHOTO PIERRE CÔTE, La Presse



INFOGRAPHIE RENÉE FLEURY, La Presse

Le Vermont s'intéresse vivement au sort du Québec

JEAN BENOIT NADEAU
collaboration spéciale

Si le Canada s'est toujours demandé: *What does Quebec want?* bien des Américains se sont toujours demandé: *Where is Canada?*

Au Vermont, cependant, l'intérêt pour le Canada est remarquable. Le département d'études canadiennes de l'Université du Vermont à Burlington est le plus important au pays. En mai dernier, lors d'un séminaire sur l'Accord du lac Meech organisé par le département d'études canadiennes de l'université du Vermont, il est venu 120 personnes au lieu de 20 attendus. En fait, le sort du Vermont, État pauvre coincé entre le lac Champlain et les Montagnes Vertes, sans trop de ressources, est intimement lié à celui du Canada, son principal partenaire commercial, et à celui du Québec, son voisin immédiat.

William Averyt, professeur d'économie à l'Université du Vermont, connaît bien le Québec pour y avoir réalisé de nombreuses études sur le commerce de l'électricité. «Peu importe ce qui arrivera avec les négociations constitutionnelles, le Québec va considérablement accroître son autonomie après le 23 juin.»

Aux yeux de William Averyt, si le Canada connaît une crise constitutionnelle, c'est parce que la question est perçue comme une lutte à mort (à zero-sum game), où le succès de l'un signifie irrémédiablement la défaite de l'autre. «Pourtant la position du Québec et celle du Canada pourraient très bien ressembler à celle de Barcelone par rapport à l'Espagne: les deux sont souveraines, mais les deux prospèrent ensemble.»

Quand il est question de la position linguistique du Québec, les Vermontois préfèrent jeter un regard sur l'avenir plutôt que de commenter les déchirements du passé. Leur perception est d'ailleurs très intéressante. «Lors du séminaire sur le Lac Meech, les quatre conférenciers se sont entendus pour dire que si le Québec réalisait l'indépendance, le gouvernement du Québec se mettrait aussitôt à promouvoir l'apprentissage de l'anglais dans les écoles — un peu comme cela se fait en Suède et en Finlande où les jeunes apprennent l'anglais dès le plus jeune âge», lance William Averyt, l'un des quatre conférenciers.

Il explique que les petits pays comme la Suède, la Finlande, et peut-être bientôt le Québec, dépendent du commerce international afin d'assurer leur prospérité — et l'anglais demeure tout de même la langue des affaires. «Et le cas de la Suède et de la Finlande montre bien que l'apprentissage d'une autre langue ne nuit en rien à leur culture originale. Les Suédois ne parlent pas moins suédois parce qu'on leur apprend l'anglais.»

«Personnellement, je souhaite que le Québec demeure dans la confédération», explique Ron McKinnon, directeur du développement économique du Vermont et commissaire au commerce international de l'État. «Mais s'il faut qu'il se sépare, je ne crois pas que notre gouvernement y voit un problème.» Pour les Américains, l'indépendance du Québec, c'est chou vert et vert chou.

Vermont

Les Vermontois ne voient qu'un seul ennui à une éventuelle autonomie politique du Québec: le libre-échange. Celui-ci a en effet été signé entre le Canada et les États-Unis. Quel serait le statut du Québec devant cet accord? «Nous n'aimerions pas avoir à tout renégocier avec le Québec, mais nous serions prêts à signer une copie de l'accord n'importe quand», lance Ron McKinnon.

La communauté d'affaires du Vermont mise à fond sur le libre-échange. L'idée de raffermir les liens avec le Québec prend de plus en plus les proportions d'une obsession. Jacques Gingras, président de la firme Bombardier Capital, de Burlington, parle de la formation d'un «corridor de croissance entre Montréal et Burlington». Il va plus loin: «Le traité de libre-échange est autant une affaire d'attitudes que de statistiques commerciales. Il faut que les gens se sentent aussi à l'aise à Montréal qu'à Burlington, aussi à l'aise à Sherbrooke qu'à Brattleboro.»

Le gouverneur Madeleine Kunin, du Vermont, défend ardemment ce point de vue. «Robert Bourassa et moi avons signé une entente en vue de créer un comité Québec-Vermont favorisant les échanges commerciaux et culturels.» Ce comité de 16 personnes, réparties également entre le Vermont et le Québec, jouit d'un mandat très large: rapprocher les deux communautés. Madeleine Kunin envisage même des échanges culturels entre les écoles et les universités, comme ça se fait au Canada entre les francophones et les anglophones. À ce titre, il est important de noter que le comité comprend non seulement des gens d'affaires, mais des représentants de groupes divers, tels Paul-René Gilbert, maire de Magog, et Madeleine Arbour, du Conseil des Arts de Montréal.

Jacques Gingras se permet les rêveries les plus fantastiques: «Le jour n'est pas loin où les petits Vermontois apprendront le français à la maternelle», a-t-il dit devant la Chambre de commerce de Burlington. Faite à Toronto, une telle prédiction lui aurait valu des huées. Au Vermont, ça passe. Fait intéressant: Jacques Gingras représente le Vermont au sein du comité Québec-Vermont.

Le français fait partie intégrante de l'héritage culturel du Vermont, même s'il subsiste à l'état de trace actuellement. Bien sûr, les LaCroix sont devenus des La-Cross, et les Paradis des Paradee, mais on n'en trouve pas moins beaucoup de Ayotte et de Charlebois dans l'annuaire. John Bascom, un consultant en commerce international de St. Albans, raconte que dans sa jeunesse (avant la guerre), un certain Wilfrid Mercier ne lui permettait pas de conduire son atelage pendant les labours parce que les chevaux ne comprenaient que le français!

À fond de caisse

Depuis la signature du traité de libre-échange, les responsables du développement économique du vert État relèquent la belle province. Normal: avec un aussi petit marché local, le Vermont doit forcément dépendre du commerce extérieur. Il s'agit même de l'État américain qui en dépend le plus: 70 p. cent de sa production manufacturière est vendue à l'extérieur, dont la plus grande partie au Canada.

Le commerce entre le Canada et le Vermont est à peu près égal des deux côtés, à 1,6 milliard \$, ce qui est une situation hors de l'ordinaire aux États-Unis, dont la balance commerciale est généralement déficitaire avec le Canada. Le commerce entre le Canada et le Vermont est une vieille histoire: un centre de ski s'appelle même *Smugglers' Notch*, la passe aux contrebandiers! Il n'y a pas de quoi s'étonner si les Ron McKinnon et les Ron Savitt défendent l'idée du libre-échange depuis 10 ans: c'est une question de vie ou de mort pour le Vermont.

Cependant, il semble que le commerce entre le Vermont et le Québec favorise le Québec. Une trentaine d'entreprises manufacturières québécoises, dont Bombardier, sont installées au Vermont. L'État du Vermont souhaiterait brasser toujours plus d'affaires avec le Québec. «Le Québec représente pour les gens d'affaires d'ici une chance extraordinaire d'apprendre à se débrouiller avec une autre culture», explique Ron McKinnon. Aujourd'hui, le Québec. Demain, le monde.

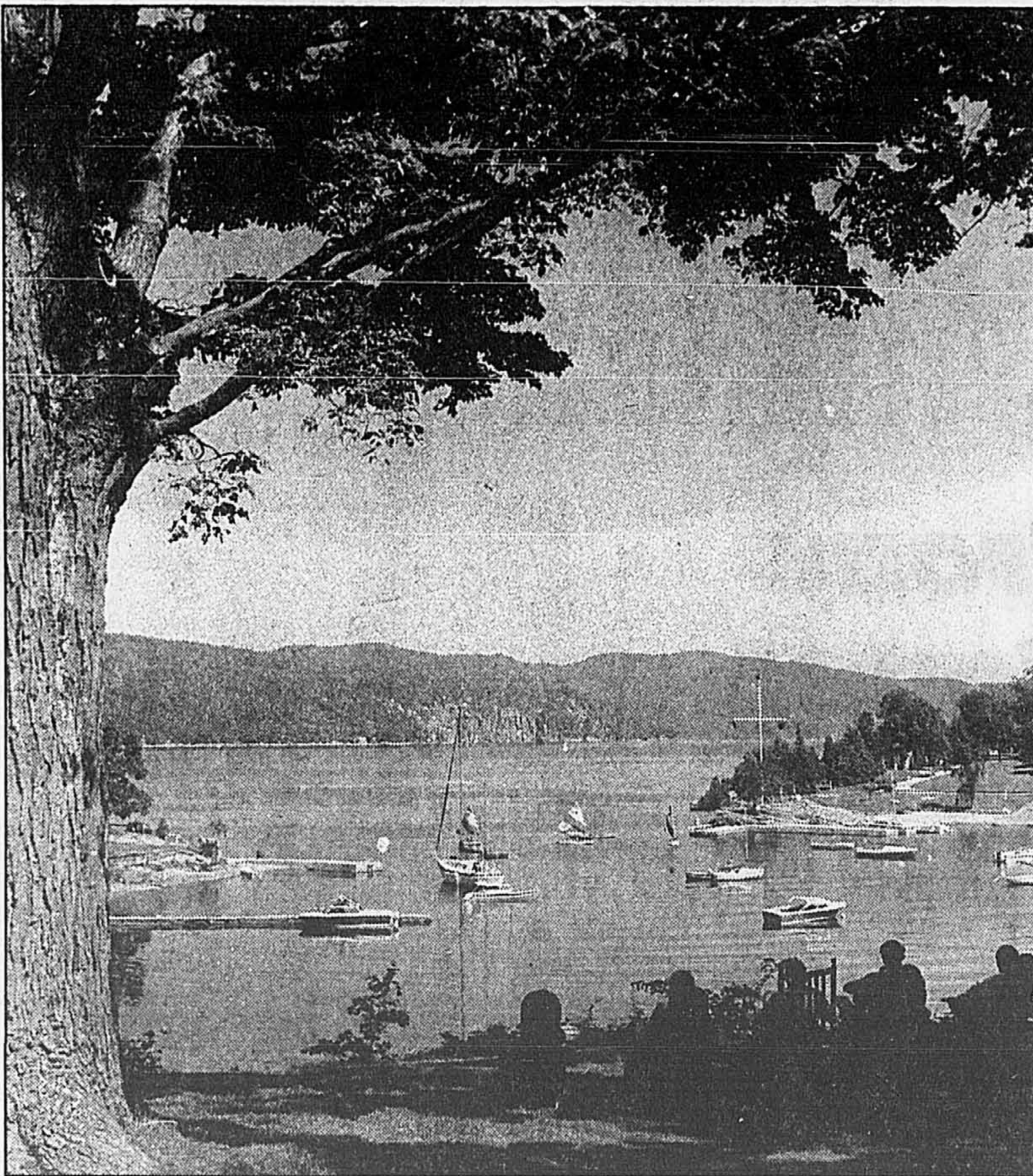
«Le Québec, à une heure d'auto du Vermont, est l'endroit idéal pour se mouiller les pieds.» Personne ne peut citer de chiffre précis, mais tout le monde se plaint de la timidité des entreprises vermontaises au Québec, à commencer par Ron Savitt, qui est chargé par le gouvernement de «vendre» le Québec à la PME vermontaise dans le domaine de l'alimentation.

Les dinosaures

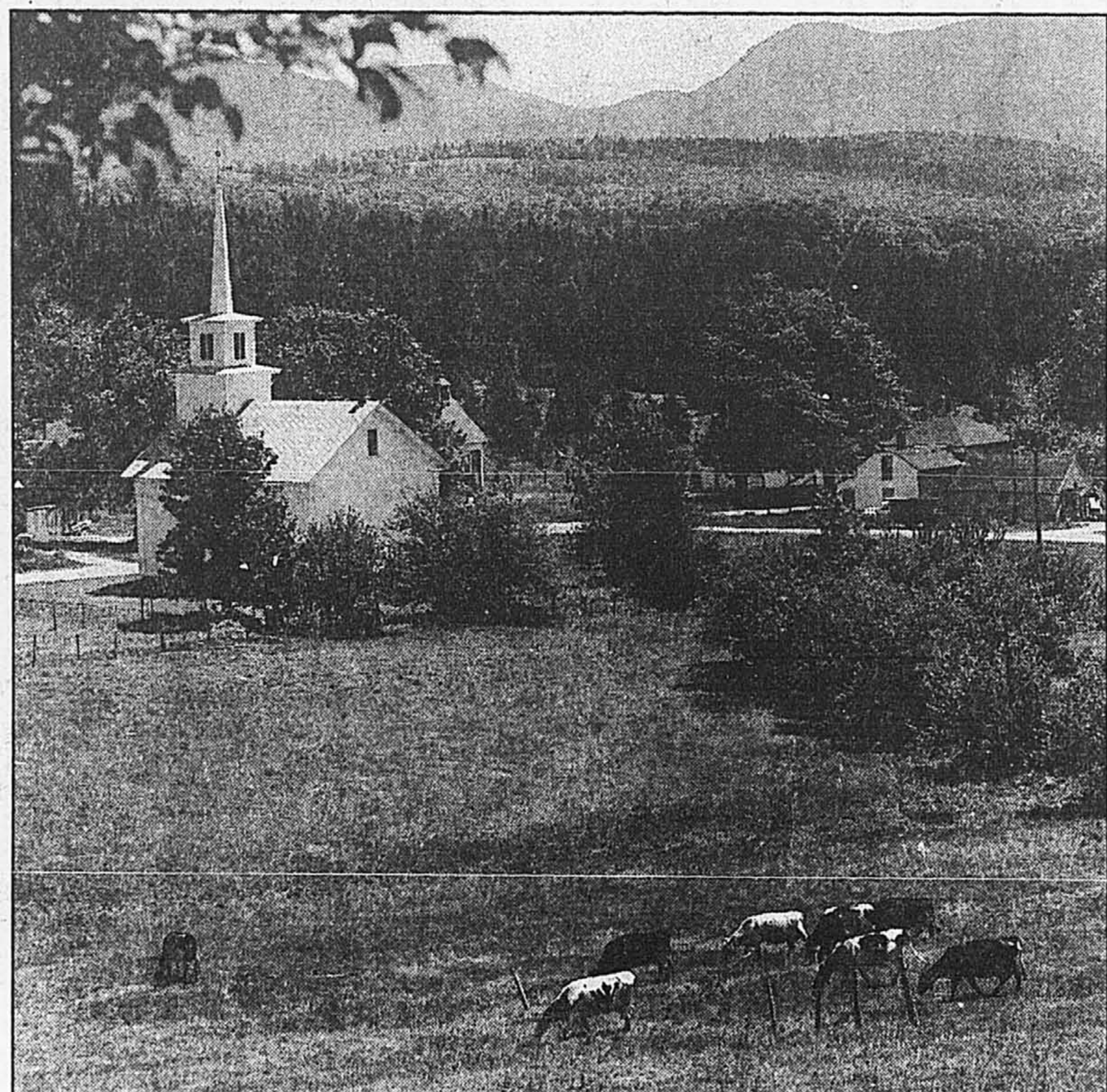
Mis à part le succès de la crème glacée *Ben & Jerry's*, les entrepreneurs vermontois avancent prudemment en terre québécoise. Certes, les Vermontois ne pensent qu'aux Canadiens quand ils pensent hockey. Oui, ils viennent à Montréal, quand ils vont en ville. Oui, 30 p. cent des Vermontois sont de souche canadienne-française. Les liens sont forts, on s'en gargarise, mais la présence des Vermontois au Québec est encore mal organisée, voir comiquement inefficace. Ron Savitt raconte volontiers l'histoire de ce pisciculteur de Montgomery Center qui se fendait en quatre pour expédier ses truites en Belgique via Mirabel, mais qui n'avait jamais pensé approvisionner les restaurateurs montréalais! «Le gars avait un marché de deux millions de personnes à sa porte, mais il envoyait tout à Bruxelles!»

Ron Savitt a constaté que bien des petits entrepreneurs détestent la paperasserie douanière. «Certains se font même une montagne quand il est question de fabriquer une ligne de produits avec une étiquette bilingue et métrique.» Quand il entend de tels arguments, John Bascom fulmine: «Il s'agit d'un argument stupide de paresseux, un point c'est tout. Une fois qu'une étiquette est traduite, pas besoin de la retravailler à chaque fois qu'on l'imprime.»

D'une façon générale, le protectionnisme canadien n'aide pas non plus le commerce extérieur du Vermont. Du temps où la pho-



A une heure d'auto du Québec...



Le secteur agricole du Vermont contribue à peine pour 270 millions \$ sur un produit intérieur brut de 8,6 milliards \$.

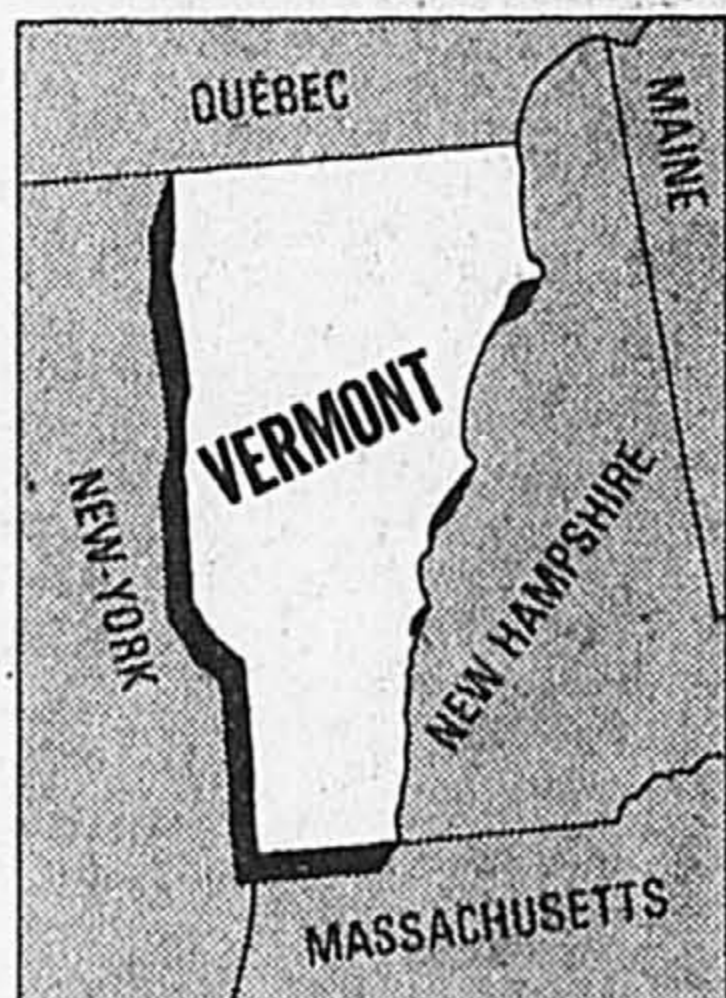
Le Vermont tient à son image verte

À chaque fois qu'on y regarde de près, le Vermont ne cesse de surprendre. D'abord en raison de sa taille: 550 000 habitants, à peine plus gros que l'Estrie et la Beauce réunies.

Il y a et quelque chose de yankee dans l'indépendance farouche de ce petit État qui fut une république avant de devenir un État américain. Il s'agit d'ailleurs du seul État qui peut, selon sa constitution, remettre en question sa place dans la constitution américaine... à tous les 100 ans! Prochain vote: 1991.

Les *townmeetings*, où les citoyens se rassemblent pour discuter des questions locales, sont des rencontres courues où tout le monde veut avoir son mot à dire. Les Yankees ont la démocratie à fleur de peau.

Le Vermont fait grand cas de son image verte, c'est même la grande fierté de cet État dépourvu de ressources — à part le marbre et des bras vaillants,



on n'y trouve pas grand richesse. La forêt? pas touche! Les Vermontois se sont dotés très tôt d'une loi environnementale avec des dents, et... appliquée, contrairement aux lois québécoises en matière d'environnement, qui font office de vœux pieux.

L'environnementalisme, au Vermont, est d'ailleurs l'expression ultime de l'esprit *small town*, yankee et conservateur de l'État: ne jouez pas dans nos plates-bandes, *green is beautiful*. Les Vermontois craignent par dessus tout le *big business* québécois.

Le Vermont est très, très fier de son image de verdure, mais les images sont trompeuses. «C'est vert, le Vermont, mais ça ne cultive pas fort. Le secteur agricole contribue à peine pour 270 millions \$ sur un produit intérieur brut de 8,6 milliards», remarque Arthur Woolf, conseiller économique de la gouverneur Madeleine Kunin.

Le vert du Vermont demeure tout de même payant puisque l'État s'est bâti une solide réputation de respect environnemental qui en fait l'envie de ses voisins et dont les gens d'affaires profitent sans se gêner dans le marketing de leurs produits. *Green is profitable.*

topographe Francine Dupont avait son laboratoire à Rock Island, elle ne payait que 2 p. cent de frais de douane pour importer aux USA. Or, depuis que son labo se trouve à Newport, à dix minutes de Rock Island mais de l'autre côté de la frontière, elle doit payer 6,7 p. cent de frais de douanes et 13,5 p. cent de taxe de vente en sus.

«Effectivement, le Canada demeure très protectionniste: les frais de douanes sur les vêtements provenant du Royaume-Uni s'élevaient à 6,3 p. cent aux États-Unis. Au Canada, c'est 25 p. cent! En général, entre le Canada et les USA, le rapport des frais de douane est de deux à un en faveur du Canada.» Mais un tel protectionnisme s'applique sur toute la frontière canadienne et explique mal pourquoi les entrepreneurs vermontois prennent encore leur temps pour venir s'établir au Québec.

Mission impossible

Il semble que la question de la langue ne soit pas la seule à jouer, et que celle du protectionnisme ne s'applique pas. Peut-être que les gens d'affaires du Vermont ne connaissent pas aussi bien le Québec que les universitaires. Les médias du Vermont ne parlent d'ailleurs que très sporadiquement du Canada et du Québec et seulement quand quelques Mohawks se tirent dessus. Même la crise du Lac Meech a fait peu de vagues sur le lac Champlain, sauf aux abords de l'université.

La faible présence des Vermontois au Québec n'est pas seulement attribuable à l'ignorance ou à la faible couverture médiatique. «Le commerce suit les drapeaux et celui du Vermont n'est pas planté bien creux au Québec. On a fermé le bureau de commerce et de tourisme du Vermont à Montréal. C'est à n'y rien comprendre», se plaint Ron Savitt.

Son collègue McKinnon renchérit: «La gouverneur m'a demandé ce que je pensais de sa décision (de fermer l'office du Vermont à Montréal). Je lui ai répondu que c'était la pire chose qu'elle ait faite. Elle a admis que c'était une mauvaise décision.» Savitt souhaite le retour d'une véritable mission commerciale à Montréal et pas seulement un vague comité Québec-Vermont au mandat très large, à la fois culturel, social, commercial, économique et linguistique. «Nous n'avons pas les moyens d'attendre plus longtemps.»

De port et d'aéroport

John Bascom, en homme d'affaires avisé, fait la promotion du Québec avec le seul argument qui ait du poids avec les gens d'affaires du Vermont: le Québec est un partenaire rentable. «Les avantages commerciaux du port de Montréal et de Mirabel sont énormes: ils sont proches, ils coûtent peu et la livraison arrive de façon prévisible à l'heure près.» Les frais de transport jusqu'à Montréal sont bas: de Burlington à Montréal, il en coûte 350 \$ pour un chargement. De Boston à Burlington, 1000 \$. Et de New York à Burlington: 1500 \$.

John Bascom ne tarit pas d'éloges pour Mirabel. «Il s'agit d'un excellent aéroport, quoi qu'on en dise. C'est sûrement un des meilleurs en Occident, mais son problème est le manque de détermination de la ville de Montréal à pousser les gens à utiliser Mirabel plutôt que Dorval.»

Bascom raconte que le maire de Chicago, qui avait le même problème que celui de Montréal à faire accepter son nouvel aéroport, a tout simplement forcé la population à le fréquenter en fermant l'autoroute qui menait au vieux aéroport. Ron McKinnon abonde dans le même sens: «La ville de Montréal ne fait tout simplement pas son travail.»

Ron Savitt rêve d'intégrer les économies du Vermont et du Québec. Il souhaite que les Vermontois soient plus conscients des besoins de la société québécoise. Il évoque l'exemple du champignon. «C'est une denrée très populaire au Québec, à tel point qu'une partie de la consommation doit être importée depuis la Pennsylvanie et le Connecticut. Or, le Vermont est un État de fermes laitières qui produit du fumier à ne plus savoir qu'en faire. Et on ne fait pas pousser des champignons sans fumier. Si nous produisions des champignons nous pourrions les livrer immédiatement sur les tablettes de Steinberg dans le centre-ville de Montréal.» Mais pour cela, il faudra que les Vermontois apprennent à savoir *what Quebec does want*...

L'OTAN ouvre une nouvelle ère en Europe

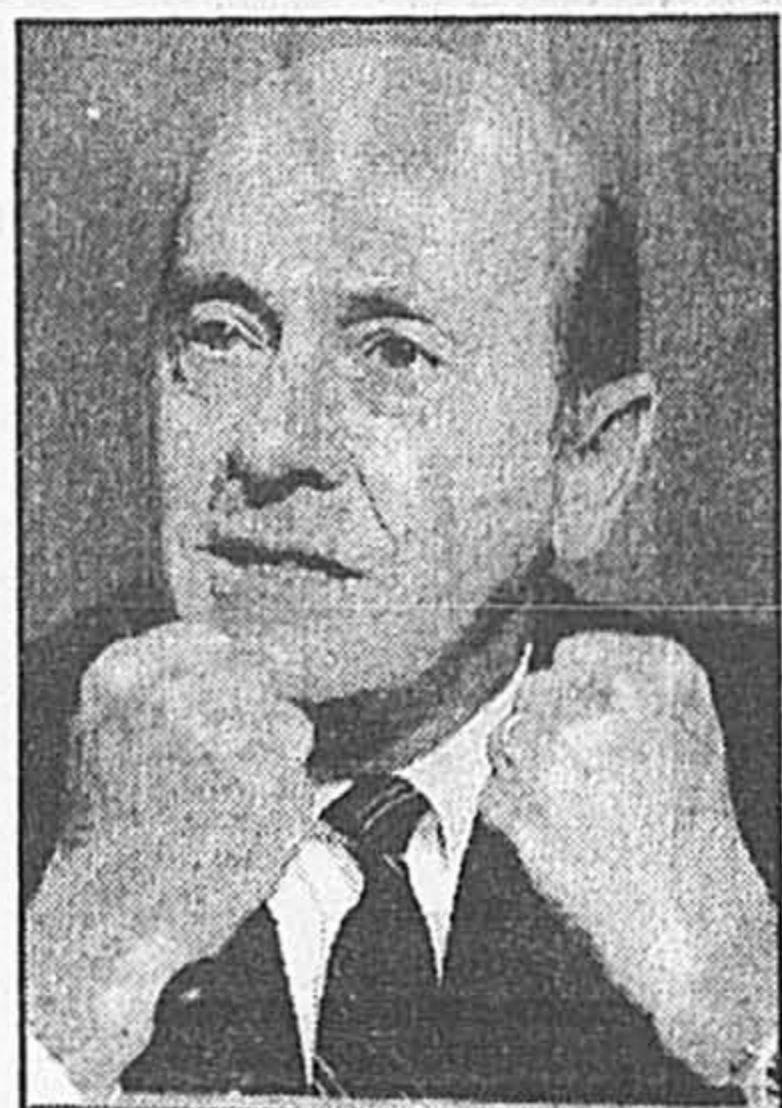
d'après AFP et Reuter
LONDRES

L'Alliance atlantique, donnant la priorité au politique sur le militaire lors du sommet de Londres, a offert son amitié à l'Est et ainsi ouvert une nouvelle ère pour l'Europe divisée depuis 40 ans en deux blocs hostiles.

Pour son 11e sommet, qui s'est terminé hier, l'OTAN avait un double objectif : convaincre l'URSS qu'elle a intérêt à ce que l'Allemagne unifiée reste membre de l'Alliance et persuader sa propre opinion publique que le lien politico-militaire entre l'Amérique du nord et l'Europe occidentale doit être maintenu malgré la détente Est-Ouest.

«La Communauté atlantique doit se tourner vers les pays de l'Est, ses anciens adversaires du temps de la guerre froide, et leur offrir son amitié», proclament les dirigeants alliés dans la déclaration finale. Force est de constater que vis-à-vis des Soviétiques, l'OTAN a fait une série de gestes sans précédent et plus spectaculaires les uns que les autres.

À commencer par la déclaration de non-agression, qu'elle propose à l'ensemble des 35 pays de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), aussi bien ceux du Pacte de Varsovie que les neutres et non-alignés.



Bulgarie: Mladenov remet sa démission

d'après UPI, AFP et Reuter
SOFIA

Le président Petar Mladenov, contesté pour avoir évoqué un recours à l'armée contre une manifestation anti-communiste l'an dernier, a annoncé hier qu'il démissionnait pour éviter une crise menaçant la démocratie naissante en Bulgarie.

«Je ne désire pas être la cause d'une aggravation de la tension qui, j'en suis profondément convaincu, ferait périr la démocratie qui vient de naître», a-t-il dit dans une déclaration lue à la télévision. «Je prie l'assemblée constituante d'accepter ma démission», a-t-il ajouté. Le nouveau parlement se réunira pour la première fois mardi prochain.

M. Mladenov, 53 ans, avait été élu président de la république il y a trois mois par le parlement de l'ancien régime communiste.

Mais cet artisan de la chute du dictateur Todor Jivkov en novembre dernier puis des réformes démocratiques a été paradoxalement victime de la campagne pour les premières élections libres en Bulgarie depuis plus de 40 ans. Il avait été soumis à une pression croissante depuis la diffusion d'un spot électoral de l'opposition, le mois dernier, où on l'entendait dire «que les tanks viennent» face à une manifestation anti-gouvernementale le 14 décembre à Sofia.

M. Mladenov avait d'abord nié avoir prononcé la phrase compromettante mais, confronté à des grèves étudiantes soutenues par l'opposition et au verdict d'une commission d'experts authentifiant ses propos, il avait fini par reconnaître mercredi avoir évoqué le recours à la force.

M. Mladenov a alors été abandonné par de larges secteurs de son parti, le Parti socialiste bulgare, dont le quotidien «Douma» qui avait demandé sa démission il y a huit jours.

«Je suis accusé, a déclaré M. Mladenov hier soir, d'avoir appelé à la violence, mais toute ma vie et la politique après le 10 novembre (date du renversement de M. Jivkov), dont je porte l'entière responsabilité, prouvent catégoriquement le contraire.»

«Le 10 novembre, j'ai fait mon devoir de citoyen. Le peuple et l'histoire sont ceux qui nous jugeront», a ajouté le dirigeant bulgare dans sa déclaration. Il avait été l'instigateur de la révolution de palais qui renversa en novembre M. Jivkov dont il avait été le ministre des Affaires étrangères pendant 18 ans, de 1971 à 1989. Il avait ensuite dirigé la démocratisation, transformé le Parti communiste en Parti socialiste et organisé les élections libres.

M. Mladenov a apparemment préféré se retirer pour éviter une aggravation de la crise alors que les étudiants et des manifestants entourant la présidence à Sofia avançaient de nouvelles demandes d'épuration des anciens dirigeants communistes et menaçaient de remettre en cause l'équilibre issu des élections d'une assemblée législative et constituante les 10 et 17 juin dernier. Les élections ont été remportées à la majorité absolue par le Parti socialiste de M. Mladenov, l'ancien Parti communiste.

L'invitation à M. Gorbatchev à venir s'adresser au Conseil de l'OTAN à Bruxelles constitue un soutien sans précédent à un dirigeant soviétique en exercice au beau milieu du congrès du PC soviétique, notent les observateurs.

Le président soviétique a d'ailleurs accueilli avec prudence l'invitation que lui a lancée l'OTAN : «Je suis toujours prêt à partir», a dit le leader soviétique à des journalistes mais en ajoutant : «Je dois cependant bien y réfléchir car ce serait une décision importante».

Le voyage que va faire le secrétaire général de l'OTAN, Manfred Woerner, à Moscou en fin de semaine prochaine est un autre geste symbolique.

La mention d'un plafonnement des effectifs de l'armée allemande dans la déclaration a pour but d'apaiser les craintes de l'URSS pour sa sécurité, de même que le renforcement et l'institutionnalisation de la CSCE sur laquelle insiste tant Moscou.

Autres gages de bonne volonté, l'OTAN insiste sur le dialogue entre chefs militaires des deux al-

liances et annonce une révision fondamentale de sa stratégie qui doit conduire à l'abandon des vieux dogmes de la guerre froide: la défense de l'avant et la riposte graduée.

Pour les participants, le succès du sommet est incontestable. Selon le président George Bush, l'OTAN, en retenant la plupart de ses propositions, a pris à Londres un «tournant historique». «Si l'OTAN a été une menace, elle ne l'est plus. Tentez d'en convaincre vos militaires et d'autres en URSS», a-t-il lancé à l'adresse de M. Gorbatchev.

Même satisfaction pour l'hôte du sommet, le premier ministre britannique Margaret Thatcher, bien que la tonalité soit différente. Elle insiste sur le fait que «les piliers fondamentaux de l'OTAN sont maintenus».

Pour M. Édouard Chevardnadze, ministre soviétique des Affaires étrangères, «l'Occident tend la main à l'Est. Nous sommes prêts à notre tour à la tendre» à l'Occident, a-t-il déclaré hier à l'agence TASS en se félicitant des résultats du sommet de l'OTAN de Londres.

Elsine: si le Parti ne se démocratise pas rapidement, il sera balayé

d'après Reuter et AFP
MOSCOU

Boris Eltsine a affirmé hier aux communistes rassemblés à Moscou pour le 28e congrès du PCUS qu'ils devaient évoluer rapidement vers la démocratie sous peine de subir une «historique défaite» populaire.

Elsine, président de la Fédération de Russie, a proposé qu'un parti renoué et rebaptisé pour abandonner son label communiste s'unisse à d'autres mouvements pour former une «union des forces démocratiques». Sinon, le Parti éclatera entre radicaux et conservateurs «et tôt ou tard il sera chassé des rangs des forces politiques véritables du pays».

«Les choses vont vite. Toute tentative pour les retarder, ce à quoi certains revont, conduira inévitablement le Parti à une défaite historique totale», a-t-il dit aux 4700 délégués. «Ceux qui pensent à d'autres variantes devraient se pencher sur le sort des partis communistes en Europe de l'Est. Ils

ont été coupés de la population... et ils se sont retrouvés marginalisés», a-t-il remarqué.

Autrement dit, l'avenir du Parti communiste réside dans une profonde métamorphose et son ouverture aux autres mouvements politiques. Le président de la Fédération de Russie estime que le congrès devrait adopter uniquement une «déclaration d'ordre général» et élire une nouvelle direction pour préparer un nouveau congrès dans six mois ou un an. Boris Eltsine s'est déclaré sans illusion : cette transformation du Parti «a peu de chances d'aboutir à ce congrès», a-t-il dit. «Les événements avancent extraordinairement vite, a déclaré Boris Eltsine. Les tentatives pour les retenir — ce dont rêvent certains — conduiront inévitablement le Parti à une défaite historique totale».

Cette intervention très écoutée — mais peu applaudie — d'un des chefs de files des réformateurs radicaux a suscité immédiatement la riposte d'un membre de l'un des courants conservateurs, le «comité d'initiative de Leningrad», Alexei Sergueiev, qui a

accusé Boris Eltsine de travailler pour les «réactionnaires». «Les réactionnaires se baptisent démocrates et sont représentés par des gens comme Eltsine», a-t-il dit. Il a estimé que les radicaux sont en fait des «partisans de la droite bourgeoise».

Jusqu'ici, seule la Plate-forme démocratique, représentée par quelque 80 délégués, a menacé de faire scission. Eltsine, chassé du Politburo par Mikhaïl Gorbatchev il y a trois ans, a donné un ton radical au congrès jusqu'ici dominé par les conservateurs. Mais les partisans du maintien de la tradition communiste n'ont pas faibli pour autant.

Ainsi, le général Ivan Mikouline a une nouvelle fois condamné le ministère des Affaires étrangères qui a accepté le retrait des troupes soviétiques d'Europe de l'Est. «Je voterai contre Chevardnadze en tant que membre du Politburo car notre politique étrangère est trop improvisée», a-t-il dit à la presse. Quant à Gorbatchev, «je l'apprécie personnellement», a poursuivi Mikouline. «Mais à mon avis il faut que notre secrétaire général fasse preuve de plus de détermination».

Manfred Woerner, le secrétaire général de l'OTAN, répondant à une question lors de la conférence de presse d'hier.

Les rebelles attaquent le port de Monrovia à l'artillerie lourde

d'après UPI, AFP et Reuter
MONROVIA

Les rebelles ont attaqué hier le port de Monrovia à l'artillerie lourde et engagé une bataille navale aux abords du palais présidentiel où s'est retranché le président Samuel Doe.

Les insurgés ont atteint à l'aube le port de Monrovia situé à moins de 4 km de la forteresse de Doe et ont demandé aux soldats de se rendre, ont déclaré des résidents.

Un chalutier rebelle, détourné samedi pour approvisionner les rebelles en riz, a tiré sur le bateau d'un garde-côte à environ 8 miles du rivage avant de lui donner la chasse puis de disparaître.

Les canons qui défendent la forteresse de Doe ont tiré deux obus pour empêcher les rebelles d'approcher. Quelques soldats se sont dirigés vers le port. Mais ils ont abandonné leurs postes de contrôle aux abords de la capitale, située sur une péninsule et reliée à la terre par deux ponts.

Un témoin a rapporté qu'il avait pu faire 13 km des faubourgs est jusqu'à Monrovia sans rencontrer un seul barrage. L'armée a aussi abandonné ses positions à l'ouest, ont dit d'autres témoins.

Aux alentours du palais présidentiel, la population est partie à la demande des soldats et s'est réfugiée dans l'enclave de Mambila Point.

Des tirs d'artillerie et d'armes automatiques ont résonné toute la journée dans la capitale assiégée.

Dans la ville, les soldats ont poursuivi leurs pillages. La population de la capitale, privée d'eau et d'électricité depuis plus d'une semaine, est confrontée à une pénurie de produits alimentaires et de fuel.

Par ailleurs, le président libérien Samuel Doe aurait accepté l'offre du gouvernement américain qui lui proposait de l'évacuer de Monrovia mais en posant des conditions jugées inacceptables par Washington, a-t-on appris de sources diplomatiques, hier à Abidjan. Lors d'une réunion, mercredi, avec l'ambassa-

Agence France-Presse
PORT-AU-PRINCE

Le Conseil électoral provisoire (CEP) a vivement dénoncé hier comme une «menace grave» pour le processus électoral le «retour inattendu» à Haïti de l'ex-

Le Conseil électoral dénonce la présence en Haïti du principal instigateur du massacre électoral

général Williams Regala, numéro deux du régime d'Henry Namphy, qu'il a qualifié de «principal instigateur» du massacre des élections avortées du 29 novembre 1987. 24 personnes avaient été tuées et 74 autres blessées, à coup de machettes et d'armes à feu dans un bureau de vote de Port-au-Prince par une bande armée avec la complicité évidente du régime de l'ex-général Namphy.

L'ex-général Regala, numéro deux de l'armée et du Conseil national de gouvernement (février 1986 à février 1988) présidé par Namphy, dont il fut également le ministre de l'Intérieur et de la Défense, a fait jeudi à Port-au-Prince une apparition publique remarquée lors des obsèques d'un ancien officier abattu la semaine dernière par des hommes armés.

Dans un communiqué signé de son président, M. Jean-Robert Sabat, le CEP a «exhorté le peuple haïtien, dans toutes ses composantes, à protester de toutes ses forces contre la réapparition publique de ce dangereux ennemi

de la patrie». Le CEP souligne «le danger que constitue la présence de ce sinistre personnage en Haïti» au moment où le pays s'apprête à entamer les opérations électorales.

Le CEP rappelle que «la nation entière et l'opinion internationale se souviennent encore que l'ex-général Williams Regala, bras droit d'Henry Namphy, est à l'origine des événements qui ont accompagné le sabotage des élections de 1987 et du massacre des électeurs le 29 novembre dont il demeure le principal instigateur».

À ce propos, le CEP rappelle le «refus de l'ex-général d'accorder la sécurité au CEP de l'époque, son silence coupable» sur les séries d'incendies criminels d'alors, et sur les attaques de bandes armées «protégées par les forces de police placées sous son commandement» contre des bureaux de vote. Il dénonce aussi le silence de l'ex-officier lors du «sabotage et de la destruction» de nombreuses stations de radio «connues pour leur indépendance et leur

soutien au processus électoral, Radio Soleil, Radio Cacique, Radio Antilles Internationale, Radio Haïti Inter, Radio Métropole et Radio Lumière».

Le Conseil rappelle également l'interdiction par l'ancien général des brigades de vigilance populaires, «la persécution de leurs membres et le massacre des jeunes du quartier de Carrefour Feuilles». Pour le CEP, le débarquement sur le sol national de l'ex-général Regala, au moment où sévit un climat d'insécurité qui s'aggrave, selon lui, chaque jour, est «un signe annonciateur du retour d'autres suppôts de la violence oeuvrant et manoeuvrant dans les zones frontalières» en même temps qu'une «menace grave sur le processus électoral qui ne peut se dérouler que dans un climat de paix et de sécurité».

Depuis le coup d'État du 17 septembre 1988 qui a renversé l'ex-général Namphy, Regala vit principalement aux États-Unis, où il possède une résidence, effectuant de courts séjours en Haïti.

Le monde qui s'écrit

Fascination, inquiétude ou scepticisme ?



CHARLES DAVID

Le 28e congrès du Parti communiste soviétique est en train de le démontrer avec éclat. Malgré les tirs convergents des conservateurs et des ultra-réformateurs, Mikhaïl Gorbatchev, pour l'instant, peut se permettre de jouer impunément à la roulette russe. En revanche, face à la dynamique, de plus en plus accélérée, de l'éclatement de «l'Empire intérieur», de l'effondrement de l'économie soviétique, du redoublement de la crise des nationalités, de l'exacerbation des tensions socio-politiques, la question, — devenue classique depuis le mot de Mitterrand : «La révolution est partie de Moscou, se promènera dans toute l'Europe et reviendra à Moscou» — demeure posée: Gorbatchev peut-il réussir ? Sinon, quoi ?

D'où cette fascination et inquiétude de l'Occident qui n'en finit pas de baigner d'une espèce d'aura la démarche tumultueuse du maître du Kremlin. Ainsi, voulant établir un nouveau décodage des paramètres Est/Ouest qui surmonterait l'impasse de la

Gorbomania et du simple niveau événementiel, fort spectaculaire au demeurant, Jean-Marie Benoist et Patrick Wajzman ont interrogé une quinzaine d'experts (on y retrouve entre autres Hélène Carrère d'Encausse, Alain Besançon, Michel Tatu...) pour tenter de cerner les faits et dépasser la spéculation.

Bref, les dérapages de la perestroïka vont-ils déstabiliser le communisme ? En Europe de l'Est, la libéralisation est-elle irréversible ? Gorbatchev abandonne-t-il le léninisme, ou le continue-t-il par d'autres moyens ? Toutes interpellations, qui articulées autour de quatre thèmes — Où en sommes-nous ? Que pouvons-nous espérer ? Que devons-nous craindre ? Que doit faire le monde libre ? — visent à élaborer l'épure du XXIe siècle, sous le couvert de ce titre paradoxal: *Après Gorbatchev*.

D'emblée, Alain Besançon remet les pendules à l'heure: «Une grande partie des malentendus qui se sont formés en Occident autour de Gorbatchev vient de ce qu'on a attribué à sa volonté supposée libérale ou réformatrice les symptômes de la crise ou de la décomposition naissante, voire galopante, du régime soviétique. Il me semble qu'on rend mieux compte des faits de ces cinq dernières an-



LA TABLE RONDE

nées (depuis qu'il a accédé formellement au pouvoir) en considérant que ce dirigeant communiste a été promu et a agi en vue de résoudre cette crise, d'empêcher cette décomposition, de sauver ce régime, quitte à l'adapter aux nouvelles conditions, sans le changer substantiellement... ». Du coup, c'est à se demander avec Jean-Marie Benoist si «Marx mort et enteré, le marxisme-léninisme a-t-il dit son dernier mot?».

Mais, parce que ne se manifeste aucun signe que Gorbatchev ait abandonné les buts qui étaient les siens il y a cinq ans:

le maintien du régime communiste dans toutes les régions où il a établi sa domination et le renforcement du pouvoir du Parti, on est bien obligé de constater que la pierre d'achoppement de la véritable sortie de crise du communisme «touche à l'idée socialiste dans son noyau primitif, puisqu'il s'agit de rétablir la propriété — et le droit qui va avec la propriété. Or on ne sait pas bien s'il est possible de rétablir la propriété (et donc le droit) une fois qu'elle a été détruite. C'est pourquoi les Anciens l'appelaient sacrée».

Alors, doit-on souscrire aux propos de Jean-Marie Benoist mettant en garde face «aux aspects rassurants d'un discours de pacification et d'appels à la coopération internationale» qui cachent mal «la perpétuation des ambitions stratégiques de Lénine à travers la refonte de ses méthodes»? Il est vrai que depuis Diderot on sait que ce qu'on n'a jamais mis en question n'a point été prouvé... Le scepticisme est donc le premier pas vers la vérité. Mais, quelle vérité ? □

APRÈS GORBATCHEV
Les chances d'une Europe libre
un dossier conçu et réalisé
par Jean-Marie Benoist et Patrick Wajzman
Redaction en chef: Jacques Brovel
un dossier de la revue Politique Internationale
Éditions La Table Ronde
1990, 372 pages

Le moratoire sur la pêche commerciale des baleines est reconduit

Agence France-Presse
NOORDWIJK (Pays-Bas)

La Commission baleinière internationale (IWC) s'est achevée hier à Noordwijk sur une victoire des pays en faveur de la protection des baleines.

L'enjeu essentiel des cinq jours de travaux était la prolongation «en l'état» du moratoire sur la pêche commerciale des baleines.

Greenpeace se félicite de la décision

Agence France-Presse
PARIS

L'association Greenpeace «se félicite du résultat de la 42e réunion de la Commission baleinière internationale qui s'est tenue à Noordwijk (Pays-Bas) et qui est parvenue à écarter les menaces répétées des pays à tradition baleinière qui visait à ébranler le moratoire sur la chasse commerciale.»

«Cette 42e réunion est sans conteste une victoire résonnante pour les baleines», estime Greenpeace dans un communiqué publié hier. Cependant, l'association écologiste met en garde la Commission sur le fait que le sort des baleines reste incertain et engage les commissaires à une «vigilance accrue».

Greenpeace estime en effet «qu'il faut s'attendre à ce que, lors de la prochaine réunion prévue à Reykjavik en 1991, les pays à tradition baleinière (Japon, Norvège, Islande et URSS) se mettent sérieusement en guerre contre le moratoire.»

intérimaire» de 50 baleines de Minke.

Sur pratiquement tous les dossiers importants, les grands baleiniers ont perdu. Ils n'ont d'ailleurs pas caché leur déception, ne perdant pas une occasion de répéter que la Commission était dévoyée et était devenue une organisation de protection des baleines, et n'avait plus rien à voir avec les objectifs, établis à sa création en 1946, de gestion des ressources baleinières.

Pour montrer leur mécontentement, le Japon et la Norvège ont implicitement laissé planer la menace d'un retrait futur de l'IWC. La Norvège a de son côté annoncé la création d'un «forum baleinier» comprenant l'Islande, les îles Feroe et le Groenland, avec le Japon comme observateur et le Canada et l'URSS comme membres potentiels.

La grande bataille sur le moratoire tournait autour de la question suivante: peut-on déjà évaluer scientifiquement les effets du moratoire sur les populations de baleines. Les scientifiques et la commission ont estimé qu'il était trop tôt pour savoir si les stocks étaient en voie de reconstitution.

Les pays baleiniers comptaient quant à eux cette année sur les conclusions du comité scientifique pour demander d'envisager des aménagements au moratoire. Leurs délégués sont rentrés à Tokyo, Oslo, Reykjavik, les mains vides et de plus ont perdu d'autres batailles annexes d'importance.

L'IWC a en effet adopté des résolutions contenant une critique implicite de la pêche «à des fins scientifiques», une autre sur les marsouins de Dall, décimés par

les pêcheurs japonais, une autre contre les filets dérivants, ces «murs de la mort» de plusieurs dizaines de kilomètres de long, utilisés par les Coréens et les Japonais notamment.

Les «whalers» ont enfin essuyé un revers, considéré comme important par la cinquantaine d'organisations écologistes et non gouvernementales représentées à Noordwijk: ils n'ont pu empêcher l'adoption d'une résolution concernant les «petits cétacés», à savoir essentiellement les Minke (rorqual), les orques, les dauphins, les marsouins, les belugas, etc.

Le comité scientifique de l'IWC a été chargé de faire une étude sur les populations de petits cétacés, ainsi que sur les incidences des captures directes ou accidentelles sur leur nombre. Des milliers de ces animaux meurent

chaque année dans les filets de dérive.

Un intense débat oppose au sein de l'IWC les pays membres sur la question de savoir si la Commission Internationale est ou non compétente pour ces petits cétacés, objet de marchandages (chantage) selon les écologistes à l'heure de négocier sur les «grands cétacés». Cette résolution pourrait ainsi être un premier pas vers une reconnaissance non de droit mais de fait que l'IWC a aussi son mot à dire à ce sujet.

Les «conservationnistes» étaient hier tout à la joie et à la surprise d'avoir gagné la «bataille de Noordwijk». Les «whalers», quant à eux, fourbissaient déjà leurs harpons pour la prochaine réunion annuelle de l'IWC... en plein fief baleinier, à Reykjavik, en mai 1991.

★ LA BAIE ★

LA JOURNÉE DES PRIX FOUS

NOTRE LIQUIDATION MENSUELLE EST DE RETOUR

JUSQU'À

50%

DE

RABAIS

NOUS OUVRIRONS

NOS PORTES À 11 H,

LE LUNDI 9 JUILLET 1990.

SATISFACTION GARANTIE. ON PEUT S'Y FIER!

Ce lundi, tous nos magasins ouvriront leurs portes à 11 heures seulement, pour préparer l'événement. Ce sera une journée de rêve pour nos clients! Vous trouverez des articles pour vous, votre famille et votre foyer, dans de nombreux rayons. Des liquidations du tonnerre et des prix à la baisse! Un jour seulement, le lundi 9 juillet 1990. C'est à ne pas manquer! Les articles soldés varient selon le magasin et les quantités sont limitées, alors hâtez-vous pour bénéficier du meilleur choix possible! Les bons d'achat différé ne sont pas acceptés pour la marchandise en liquidation.

Maniaque à la fléchette

Agence France-Presse
NEW YORK

Un maniaque bricoleur force depuis une dizaine de jours les New-Yorkaises à raser les murs après que 46 d'entre elles ont reçu, presque toutes dans les fesses, des fléchettes qu'il fabrique artisanalement et lance avec adresse grâce à une sarbacane.

«Dartman» (l'homme à la fléchette) comme l'appellent les journaux, a commencé de sévir le 26 juin, lançant son premier trait sur la partie charnue d'une femme de 37 ans. Le lendemain, ayant sans doute gagné en adresse et en assurance, il touchait trois cibles, passait à six le 28 juin et sept le jour suivant.

Le week-end, «Dartman» a fait relâche. Mais dès le lundi 2 juillet, il faisait mouche à sept reprises. Et la liste continue de s'allonger, la police estimant que le nombre de victimes va sans doute encore augmenter, ne serait-ce que parce que de nombreuses femmes portent plainte maintenant, à la lecture des journaux.

Car notre homme n'est pas dangereux et ses victimes s'en sont tirées avec quelques égratignures. Plusieurs ne se sont aperçues de l'attentat sur leur personne qu'en arrivant chez elles, leurs proches remarquant le morceau de papier que le maniaque accroche au bout de ses fléchettes pour équilibrer ses tirs.

La police a retrouvé 17 de ces dards, en fait de petites épingles ou aiguilles à coudre, et aucun ne contenait de poison. Pas d'empreintes digitales non plus.

L'obsédé a ses goûts et ses habitudes. Il aime les femmes de 20 à 50 ans, bien habillées — robes ou jupes exclusivement —, et préfère les attaquer lorsqu'elles sont accompagnées d'un homme.

Toutes ses victimes, sauf une, étaient blanches, et la police voit la simple préférence d'obsédé plutôt qu'un acte raciste.

Son terrain de chasse se situe dans Midtown, entre la 56e et la 25e rue à Manhattan, avec un petit faible pour les environs de la gare Pennsylvania.

La police a néanmoins pu dresser son portrait-robot d'après les quelques indications fournies par ses cibles: il s'agirait d'un homme noir d'une trentaine d'années, barbu et moustachu, mesurant environ 1 m 75.

Le virtuose de la sarbacane devra lui aussi protéger ses arrières car Lisa Sliwa, l'égérie de la célèbre milice new-yorkaise des Guardian Angels, a décidé de mettre 50 volontaires à ses trousses.



VOS CARTES SONT MAÎTRESSES!
Nous ne brouillons pas les cartes. A la Baie, vous jouissez d'un grand crédit!

PORTES OUVERTES LES MERCREDIS SOIR!

Les mercredis soir, La Baie vous accueille désormais jusqu'à 21 h! Bien sûr, nous ouvrons à 9 h 30 tous les matins, de semaine et le samedi à 9 h, comme d'habitude. Soyez au rendez-vous!

Magasin du centre-ville de Montréal excepté.

la Baie